



# REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [ collectif révolution permanente ]

**Bas les pattes devant nos retraites !  
Boycott de la conférence sociale !**



Front unique pour écraser les bandes fascistes ! p. 3

La grève à l'usine PSA d'Aulnay p. 9

La fondation du Groupe Marxiste Internationaliste p. 12

Le congrès du Parti de Gauche p. 14

Les élections en Italie p. 19

La monarchie en sursis au Maroc p. 22

La grève générale en Bolivie p. 25

# Pour la défense des retraites, pour la rupture des syndicats avec le gouvernement qui les menace, pour un gouvernement ouvrier

## La France rejoint la zone euro dans la récession

Depuis 2008, il y a eu 53 mois de hausse du chômage pour seulement 9 mois de baisse. De février 2008 à mars 2013, le nombre de chômeurs de catégorie A est passé 1 983 100 à 3 224 600, soit une hausse de 63 %.

Pourtant, Hollande affirme, dans sa conférence de presse du 16 mai : « *Nous avons passé le moment le plus difficile* ». Il a persisté à assurer que l'objectif d'inverser la courbe du chômage sera tenu d'ici la fin de l'année. C'est de moins en moins vraisemblable au fil des mois. En effet, la France est officiellement à nouveau entrée en récession le 15 mai 2013, après deux trimestres consécutifs de baisse du PIB. Le déficit du commerce extérieur a atteint 67 milliards € en 2012. La France réalise 60 % de ses exportations de biens vers l'Union européenne (et 57 % de ses importations en proviennent). La santé du capitalisme français est donc tributaire de celle de l'Europe, alors que la zone euro vient elle-même d'afficher le sixième trimestre consécutif de baisse de la croissance.

« *Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés...* ». Certes, l'Allemagne fait figure de rescapée même si sa croissance ralentirait à +0,5 % pour 2013, alors que la Grèce, en récession depuis six ans, s'effondre encore un peu plus, que l'Italie, l'Espagne, le Portugal s'enfoncent eux aussi. Hollande a défendu, com-

me Sarkozy avant lui, la vieille chimère d'un « gouvernement économique de la zone euro ». La bourgeoisie allemande, un peu moins malade que les autres, en raison de sa supériorité technique et aussi des coups qu'elle a portés à son prolétariat, et soucieuse de payer le moins possible pour les autres, reste de marbre.

De toute façon, l'Union européenne n'est pas un État, mais un attelage de différentes bourgeoisies que la crise rend plus fragile. Les partisans de mesures protectionnistes l'emportent-ils sur une taxation jusqu'à 68 % sur les panneaux solaires chinois, dans la droite ligne de ce que préconisent aussi bien Hollande que Mélenchon et Le Pen ? Aussitôt, la Chine menace de mesures de rétorsion en déclarant par la voix de son ministre du commerce que « *provoquer des frictions commerciales avec la Chine, c'est comme attacher un boulet à son propre pied* » (*Le Figaro*, 21 mai 2013), ce que la bourgeoisie allemande entend parfaitement, qui pèse à elle seule la moitié des exportations de l'UE vers la Chine ! Les intérêts divergents des uns et des autres interdisent un véritable gouvernement économique européen.

## L'internationalisation des groupes capitalistes français

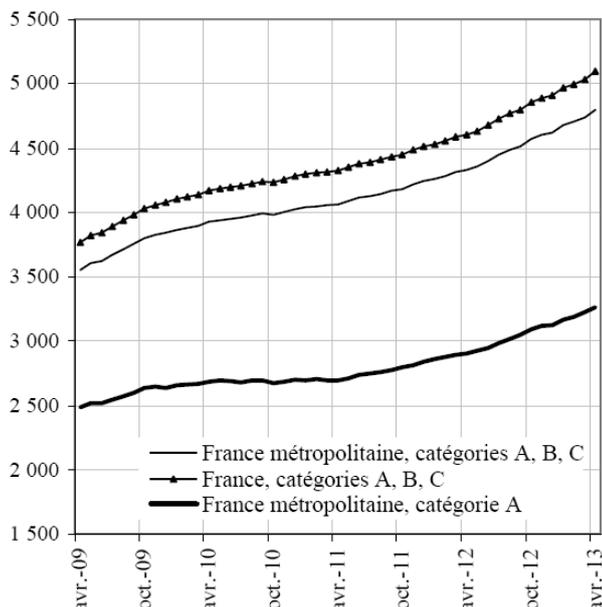
Au temps du capitalisme en déclin, la tâche d'un gouvernement national est compliquée par l'interdépendance des économies nationales et la transnationalisation des entreprises capitalistes. Doit-il défendre les entreprises capitalistes qui sont en France ? Doit-il défendre les groupes français ? Les deux coïncident de moins en moins.

*Par des canaux divers les capitaux d'une sphère nationale se déversent dans une autre, l'interpénétration des capitaux s'accroît, le capital s'internationalise.* (Nikolaï Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, 1915, ch. 2)

D'un côté, la France a attiré et continue d'attirer des groupes capitalistes étrangers. Fin 2012, d'après la Banque de France, leurs investissements s'élevaient à 779 milliards d'euros. Selon l'Agence française pour les investissements internationaux, leur effectif serait à la même date de 2 millions de salariés.

De l'autre, les groupes capitalistes français sont eux-mêmes à l'étroit dans les frontières exigües de l'hexagone et même de l'UE. Leurs investissements s'élevaient à 1 260 milliards d'euros. Les 2 500 groupes français internationalisés (hors banques) employaient déjà en 2010 plus de salariés hors de France, 4,7 millions, qu'en France même, 4,2 millions. Entre 2009 et 2011, 85 % de l'augmentation du chiffre d'affaires des

**Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi**  
Catégories A et A, B, C (cvs-cjo en milliers)



entreprises du CAC 40 est venue des ventes à l'étranger. En même temps, plus de 60 % de la valeur des actions des entreprises du CAC 40 sont détenues par des étrangers (*Bulletin de la Banque de France*, mai 2013).

Danone emploie 91 % de ses effectifs à l'étranger, Lafarge 90 %, Schneider Electric 87 %, Alstom 81 %, Total 64 %... Renault a inauguré en 2012 une usine à Tanger pour plus d'1 milliard d'euros d'investissements, destinée à produire des voitures dont les 2/3 doivent être vendues en Europe. Il y bénéficie de nombreux avantages fiscaux (zone franche, etc.) et il paie à l'ouvrier marocain un salaire moyen de 248 euros mensuels. Cette insertion des plus grands groupes du capitalisme français sur le marché international signifie que le choix du protectionnisme ouvert, voire de la sortie de l'euro, est aujourd'hui sans fondement pour la grande bourgeoisie française. On a donc une base industrielle génératrice de plus value qui se rétrécit en France, mais trouve encore à l'extérieur des sources de profit dans les zones qui, malgré la crise mondiale, sont toujours en croissance, même si celle-ci ralentit. Cependant, sur ce terrain là aussi, la concurrence est rude. C'est aussi ce que fait par exemple l'impérialisme allemand, à beaucoup plus grande échelle et sur des productions à plus haute valeur ajoutée. Volkswagen-Audi a vendu 1,4 million de voitures en Chine en 2012, contre 25 000 pour Renault...

### L'union nationale autour de l'intervention impérialiste au Mali

De plus, les zones traditionnelles d'influence et de contrôle de l'impérialisme français en Afrique sont sujettes à une forte instabilité politique, sociale, voire militaire et lui sont de plus en plus disputées par les autres impérialismes, d'où l'engagement répété de l'armée française, facilité par l'union nationale.

Les partis d'origine ouvrière qui se rallient à « la France », à la « nation », à la « souveraineté », défendent en réalité le capital français, en l'occurrence Accor, Air France, Air liquide, Areva, Alcatel Lucent, Bolloré, BNP Paribas, Bouygues, Eiffage, Legris, Orange, Sanofi, Total, Vinci... Ainsi, le 22 avril, l'intervention au Mali a été approuvée à l'Assemblée sans aucune voix contre, avec l'appui des votes des députés PS et l'abstention complice du PdG et du PCF, qui en réalité approuvent cette intervention :

*La priorité demeure de permettre au Mali de retrouver son intégrité, de se doter d'institutions démocratiques, et de suivre un chemin progressiste. L'intervention militaire n'est évidemment pas de nature à fixer ces étapes-là mais elle est un préalable. Une non-intervention aurait été une lâcheté.*

## Front unique ouvrier pour écraser les bandes fascistes !

Clément Méric, syndicaliste étudiant et militant antifasciste, a été frappé à mort, mercredi 5 juin à Paris, par un groupe de nazis, peut-être des JNR. En tout cas, cet acte barbare est l'aboutissement de plusieurs mois de menaces contre des députés du PS, d'agressions physiques contre des féministes, des homosexuels, des journalistes, de l'attaque contre le local LGBT de Paris et de l'occupation du siège national du PS.

Les communistes internationalistes saluent la mémoire de Clément et expriment leur solidarité à ses camarades.

Clément était un combattant, pas un pacifiste qui se fiait à la police « républicaine » qui a déporté les Juifs sous Pétain et massacré les ouvriers algériens sous De Gaulle. L'hommage à lui rendre n'est pas de pleurnicher sur « l'idéologie intolérante », ni de mendier l'interdiction au gouvernement bourgeois qui sert les patrons et qui pourchasse les Roms.

Avec l'approfondissement de la crise capitaliste, la bourgeoisie recourt de plus en plus aux partis fascistes (comme le FN en France) et aux partis fascistes (comme AD en Grèce) qui utilisent comme boucs émissaires les travailleurs immigrés.

L'histoire prouve que les mesures juridiques, dont l'application est confiée aux institutions répressives de l'État bourgeois, n'ont jamais empêché les exactions par les bandes fascistes, ni la prise du pouvoir par des partis fascistes de masse. En effet, les partis fascistes et les nervis nazis sont liés aux multiples sociétés de « sécurité », ils jouissent de la protection de la police, des services secrets, de l'armée. Et ces lois et décrets sont parfois retournés contre les antifascistes et les révolutionnaires.

Les travailleurs ne sont pas des moutons qui se réfugient à l'abattoir quand ils se font mordre par le chien du berger. Le mouvement ouvrier (syndicats de salariés, syndicats étudiants, partis issus de la classe ouvrière) ont les moyens d'empêcher de nuire les bandes fascistes. Il leur suffit de s'unir, avec tous les travailleurs et les jeunes qui désirent riposter, pour défendre les locaux, les manifestations, les grèves, les quartiers populaires...

L'armement du peuple et la prise du pouvoir par les travailleurs mettront définitivement hors d'état de nuire les fascistes.

6 juin 2013

(François Asensi, député PCF, *L'Humanité*, 18 janvier 2013)

## L'impact dévastateur de la crise sur la classe ouvrière et la jeunesse

L'INSEE vient de rendre un rapport sur les revenus et le patrimoine des ménages. Ce rapport donne une image déformée de la société française, car il mélange les salaires avec les revenus du capital ou du patrimoine pour définir un revenu disponible des ménages.

Malgré cela, il montre que la crise capitaliste mondiale n'a pas touché de la même façon l'ensemble de la population. Le niveau de vie des 40 % les plus modestes, soit 24,4 millions de personnes a baissé en 2009 et 2010 alors que celui des 5 derniers déciles (la moitié la plus riche) n'a diminué qu'en 2010. En 2010, la moitié de la population, soit 30,5 millions de personnes, disposaient de moins de 1 610 euros mensuels. Sont considérés comme pauvres les personnes qui perçoivent moins de 60 % de ce montant, soit moins de 964 euros mensuels, ce qui correspond à 8 617 000 personnes (13 % de la population). La moitié d'entre elles vivaient en 2010 avec moins de 781 euros mensuels et la pauvreté atteignait 20 % des jeunes de moins de 18 ans et 10 % des retraités.

Le chômage de masse fragilise l'ensemble des travailleurs, ceux qui ont un emploi et ceux qui en cherchent un.

*Le progrès industriel, qui suit la marche de l'accumulation, non seulement réduit de plus en plus le nombre des ouvriers nécessaires pour mettre en oeuvre une masse croissante de moyens de production, il augmente en même temps la quantité de travail que l'ouvrier individuel doit fournir. A mesure qu'il développe les pouvoirs productifs du travail et fait donc tirer plus de produits de moins de travail, le système capitaliste développe aussi les moyens de tirer plus de travail du salarié, soit en prolongeant sa journée, soit en rendant son labeur plus intense, ou encore d'augmenter en apparence le nombre des travailleurs employés en remplaçant une force supérieure et plus chère par plusieurs forces inférieures et à bon marché, l'homme par la femme, l'adulte par l'adolescent et l'enfant, un Yankee par trois Chinois. Voilà autant de méthodes pour diminuer la demande de travail et en rendre l'offre surabondante, en un mot, pour fabriquer des surnuméraires. L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve, et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital.* (Karl Marx, *Le Capital*, 1867, livre I, ch. 25)

Et encore, la crise capitaliste, les attaques patronales et les mesures gouvernementales n'ont pas atteint les mé-

mes proportions qu'aux États-Unis, sans parler de la Grèce, de l'Espagne ou du Portugal. Aucune catégorie de travailleurs ne saurait être à l'abri de ses statuts, de son ancienneté, de ses qualifications, de son âge, de sa nationalité, de son genre. Le sort fait aux chômeurs, la discrimination des travailleurs immigrés, la précarisation de la jeunesse vulnérabilisent l'ensemble du prolétariat

Au nom de la compétitivité et de l'emploi, les gouvernements bourgeois laissent toujours licencier, exonèrent ou subventionnent les patrons, flexibilisent l'emploi, le salaire et les horaires. Au nom de du déficit public et de la modernisation, les gouvernements bourgeois diminuent toujours la protection sociale, paupérisent les fonctionnaires, soumettent les enseignants. Au nom de l'égalité et de la justice, les gouvernements bourgeois alignent toujours vers le bas. De ce point de vue, le gouvernement français actuel PS-PRG-EELV ne fait pas exception.

## Le « réformisme » sans réforme et ses Cahuzac

Durant la période de croissance qui a suivi la deuxième guerre mondiale dans les pays impérialistes, les bureaucraties syndicales et les partis travaillistes, sociaux-démocrates, socialistes, communistes quand ils accédaient au gouvernement, s'attribuaient le mérite des gains arrachés par la classe ouvrière par sa lutte collective et la menace de la révolution sociale.

Aujourd'hui, les bureaucraties syndicales acceptent de discuter des plans de licenciement, des mesures de flexibilité et font passer l'atténuation, parfois imaginaire, des attaques patronales et gouvernementales, pour des victoires. Accessoirement, les directions syndicales appellent sans vergogne « droits nouveaux » les strapontins, bien rétribués, attribués aux bureaucrates dans les organes de cogestion des groupes capitalistes.

Quant aux partis « réformistes » qui gouvernent (y compris ceux qui se réclament du communisme comme le KKE grec, le PRC italien, le PCF...), ils sont impuissants devant les licenciements et ils privatisent à tour de bras, subventionnent les capitalistes, renforcent l'armée et la police, persécutent les travailleurs immigrés, baptisent « réformes » leur destruction des acquis sociaux...

*Le caractère d'un gouvernement bourgeois n'est pas déterminé par le caractère personnel de ses membres, mais par sa fonction organique dans la société bourgeoise. Le gouvernement de l'État moderne est essentiellement une organisation de domination de classe dont la fonction régulière est une des conditions d'existence pour l'État de classe. Avec l'entrée d'un socialiste dans le gouvernement, la domination de classe continuant à exister, le gouvernement bour-*

*geois ne se transforme pas en un gouvernement socialiste, mais un socialiste se transforme en un ministre bourgeois.* (Rosa Luxemburg, *Affaire Dreyfus et cas Millerand*, juillet 1900)

L'affaire Cahuzac, après celle de Strauss-Khan, montre que le personnel politique du Parti socialiste est pleinement intégré à la bourgeoisie, ses tares et ses magouilles.

Hollande, totalement au service des intérêts de la bourgeoisie, a placé l'an 2 de son quinquennat sous le signe de l'offensive. L'hommage appuyé qu'il vient de rendre à Schröder est significatif : c'est l'offensive contre les travailleurs ! Mais il ne peut faire absolument fi des rapports politiques sans risquer de déclencher une crise politique incontrôlable. La crise pousse Hollande et son gouvernement à approfondir les attaques, mais ils voient les travailleurs les rejeter, les élections approcher et la majorité parlementaire de plus en plus inquiète pour ses fauteuils.

Évidemment, toutes ces contre-réformes sont dictées par les exigences de la bourgeoisie pour préserver ou tenter de restaurer son taux de profit. En ce sens il n'y a strictement aucune différence entre la politique suivie par Sarkozy et celle de Hollande.

Car la classe dominante n'est guère reconnaissante, elle exige toujours plus et toujours plus vite des ses valets « réformistes ».

### **La classe dominante augmente la pression**

Le fameux dialogue social ne donne-t-il pas pourtant toute satisfaction à la bourgeoisie, comme vient encore de le démontrer la mise en place la loi de flexibilité de l'emploi, du temps de travail et du salaire à partir de l'accord négocié par toutes les centrales et signé par la CFDT (ANI) ? La réponse est simple : il en faut toujours plus face la crise et à la concurrence des autres bourgeoisies. Et une fraction de la bourgeoisie française, celle de l'industrie automobile notamment, lorgne vers ce que Fiat a imposé en 2011 en Italie, avec la complicité des appareils syndicaux. Le patron de Fiat a quitté la Confindustria, l'équivalent du Medef, pour avoir les coudées franches pour négocier et conclure directement dans ses usines, sous la menace du chantage à la fermeture, des mesures encore bien plus dures que celles de l'ANI en France, avec, cerise sur le gâteau, l'éviction immédiate des usines des syndicats non signataires, désormais considérés comme non représentatifs !

Sarkozy était le Président aspirant bonaparte qui se faisait fort de rassembler derrière lui toutes les fractions de la bourgeoisie et au-delà. Il a réussi en 2007 mais échoué en 2012, à cause du rejet par une grande partie de la classe ouvrière et de la jeunesse et aussi à cause des dissensions dans la bourgeoisie provoquées

par le déclin du capitalisme français, de la prépondérance de l'Allemagne sur l'UE, de l'endettement public croissant.

La crise dans l'UMP, opposant Fillon et Copé, est à la fois la conséquence de cet échec et la poursuite de l'opposition entre les partisans d'une ligne d'affrontement plus violent avec la classe ouvrière et ceux qui estiment que c'est un jeu dangereux qui risque de précipiter une crise révolutionnaire. Elle intègre la question de l'alliance ou non avec le Front National.

Cette division dans le principal parti politique de la bourgeoisie recoupe celle qui se développe au sein même de la principale organisation patronale, le Medef, à l'occasion de la prochaine élection pour sa présidence. L'UIMM, sa principale composante, vient de plébisciter l'un des siens pour le poste, Pierre Gattaz.

*C'est néanmoins la ligne dure qu'incarne Pierre Gattaz, défendant un Medef offensif vis-à-vis des pouvoirs publics et des syndicats, qui a été retenue. Ce résultat illustre le ras-le-bol des entrepreneurs. Je ne suis pas certain que cela soit un bon signe pour le dialogue social commente un partisan.... (Les Échos, 18 avril 2013)*

La réaction a commencé à rameuter ses troupes sous le faux-nez de la défense de la famille, alors que le capitalisme a fait voler en éclats le modèle familial cher aux prêtres et aux fascistes depuis longtemps. Elle l'a fait avec l'aide de l'Église catholique et en partie sous son aile. C'est un galop d'essai, qui a en outre permis le déploiement, de groupuscules fascistes qui ont commencé à agresser physiquement les féministes, les homosexuels, les journalistes, à intimider les responsables du PS et même à occuper, sans réaction militante, le siège national du PS.

La classe ouvrière a les moyens d'empêcher de nuire les bandes fascistes qui, demain, s'en prendront physiquement aux grèves, aux manifestations ouvrières, aux immigrés. Mais cela ne passe pas par les urnes...

### **Le Front de gauche et les bureaucraties syndicales servent de béquilles au gouvernement PS-PRG-EELV**

Toute l'activité du Front de gauche consiste à faire respecter le rythme électoral de la 5<sup>e</sup> République bourgeoise et à faire pression sur le gouvernement bourgeois.

Le mot d'ordre de la manifestation nationale du 5 mai était « *qu'ils s'en aillent tous* ». C'est à l'origine un cri de révolte spontanée des masses argentines en décembre 2001 contre le président du PJ. Son impuissance est prouvée par le fait que le PJ est de nouveau au pouvoir depuis 2003. Repris par des états-majors de partis ouvriers tels que le PCF et le PdG, sans la perspective immédiate d'un gouvernement des tra-

vailleurs, il est irresponsable, puisqu'il est aussi bien celui du FN.

Mais la seule solution du PCF et du PdG est à la fois bourgeoise et lointaine, c'est celle de « *VI<sup>e</sup> République* ». Outre qu'elle est une solution de replâtrage de l'État bourgeois, Mélenchon sait bien que cette perspective de VI<sup>e</sup> République, qui devrait être le fruit d'une assemblée constituante, apparaît de surcroît très fumeuse. Il a assigné à cette manifestation le rôle plus prosaïque de faire pression sur le gouvernement pour qu'il mène enfin une « *politique de gauche* », voire qu'il en soit nommé Premier ministre, laissant ceux des manifestants qui pensaient trouver là la voie de la révolution Gros-Jean comme devant.

La classe ouvrière et la jeunesse sont désorientées. La politique des appareils syndicaux, soutenue et relayée par tous les partis réformistes, centristes, arc-boutée sur le « dialogue social », les journées d'action et les actions isolées disperse la combativité et ajoute à la désorientation qu'entraînent les nouvelles trahisons du PS.

La politique poursuivie par tous les appareils syndicaux a conduit à la défaite, pratiquement sans combat, de la loi de flexibilité, tandis que les grèves isolées à Pétroplus, à Florange... n'ont abouti qu'à la fermeture.

A PSA, les dirigeants syndicaux n'ont jamais appelé à la grève totale de tout PSA, de tout le secteur automobile quand Renault et tous les équipementiers étaient également touchés, laissant s'épuiser, seuls, les travailleurs d'Aulnay. La direction LO de la CGT d'Aulnay, qui a combattu l'appel à la grève générale et a ainsi totalement participé à l'isolement des travailleurs, a appelé à « suspendre la grève » et à « *s'engouffrer dans la brèche de l'accord* » comme n'importe quel bureaucrate syndical (Jean-Pierre Mercier, *France 3*, 18 mai). L'accord entérine la fermeture du site et le plan social.

Dans l'enseignement supérieur, la mobilisation contre la loi Fioraso a fait long feu, la direction PS de l'Unef soutenant le projet de la ministre, et dans le primaire, les mobilisations bien réelles des professeurs des écoles, notamment dans la région parisienne, ont été cadenasées par la direction PCF-PdG-NPA du Snuipp-Fsu.

Ainsi, chaque défaite encaissée par le prolétariat est un point d'appui immédiat pour la bourgeoisie et le gouvernement. A peine l'accord de flexibilité-ANI est-il conclu que Renault signe avec trois syndicats un accord de compétitivité qui lui fait gagner plus de 500 millions sur le dos des ouvriers. À peine la grève isolée à Aulnay prend-elle fin que PSA annonce la fermeture de son site de Meudon qui concerne 660 salariés.

C'est en s'appuyant sur l'aide que lui apportent les appareils que le gouvernement lance de nouvelles attaques contre les retraites. Son dispositif du « dialogue social » est parfaitement rodé, réunion de « calage » avec les dirigeants syndicaux et patronaux le 22 mai précédant la

conférence sociale des 20 et 21 juin prochains, qui doit aboutir pour l'automne à un accord sur une nouvelle dégradation des droits à la retraite. Peu importe que, comme pour l'accord de flexibilité, les dirigeants syndicaux ne signent pas tous, l'essentiel étant que tous participent à cette mascarade pour donner une légitimité à la politique du gouvernement.

Et déjà les appareils se disposent comme ils l'avaient fait pour laisser passer la première réforme de Sarkozy contre les retraites : la CGT prévient qu'il faudra mobiliser pour faire pression sur les « *négociations* » et prévoit quelques défilés dans le cadre de « *la semaine d'action contre l'austérité* » organisée par la Confédération européenne des syndicats du 7 au 14 juin.

Les dirigeants syndicaux ont déjà programmé la défaite. Ils n'attendent plus que d'en imputer la responsabilité aux travailleurs en les accusant de résignation parce qu'ils n'auront pas voulu les suivre dans leurs journées d'action d'appui et de caution au dialogue social.

### Sur quelle orientation combattre ?

Le parlementarisme est utopique. Nous ne pouvons pas compter sur les parlementaires du PS, du PdG et du PCF pour prendre des mesures contre le capital, et encore moins sur une future et hypothétique assemblée constituante pour la 6<sup>e</sup> République bourgeoise.

Les travailleurs doivent exiger sans attendre que les directions syndicales cessent leur collaboration avec le gouvernement et le patronat, quittent immédiatement le Conseil d'orientation des retraites, refusent de participer à la conférence sociale des 20 et 21 juin et appellent à son boycott, forment un front de classe pour défendre les revendications simples de tous les travailleurs : retour à la retraite à 60 ans et 55 ans pour les travaux pénibles, retour aux 37,5 annuités pour tous et prise en compte des périodes de chômage ou de stage, calcul de la pension sur les 6 meilleurs mois et indexation des pensions sur les salaires !

Seule la lutte de classe résolue donnera un coup d'arrêt aux attaques incessantes et sans fin, tout en ouvrant une perspective socialiste. Les revendications des travailleurs et de la jeunesse sont totalement incompatibles avec le maintien du gouvernement Hollande qui se dresse contre eux. Ces revendications se heurtent de plein fouet au capitalisme, aux partis de la bourgeoisie qui se disposent pour affronter directement la classe ouvrière. Elles appellent à la mobilisation et à l'organisation pour un gouvernement ouvrier, sous contrôle des travailleurs et de la jeunesse, qui mette en œuvre les solutions ouvrières pour en finir avec le capitalisme et sa crise, bref, à une révolution sociale, à la république des travailleurs.

24 mai 2013

## Motion de la section académique de Lyon du Snasub-Fsu, 30 mai

La section académique du SNASUB de Lyon réunie le 30 mai 2013 considère que face aux nouvelles attaques avancées contre les retraites, il convient de tirer le bilan des batailles précédentes. Ayrault l'a déclaré lui-même : « *Pour que les réformes soient réussies, elles doivent être partagées. Elles ne peuvent pas l'être si elles ne sont pas l'objet de dialogue, si elles ne font pas l'objet de négociations* ».

Dans ces conditions, la section académique demande :

- Que la direction nationale du SNASUB se prononce pour le boycott de la conférence sociale des 20 et 21 juin prochain chargée d'installer le dialogue sur la réforme.
- Qu'elle s'adresse à la FSU pour qu'elle reprenne cette position publiquement.
- Qu'il faut rompre avec la tactique des journées d'action à répétition et préparer au contraire la grève générale totale seule à même de nous faire gagner

Adoptée : 8 voix pour, 6 contre, 3 abstentions

## Intervention au congrès du Snuipp-FSU 92, 22 mai

Camarades,

Notre congrès se tient un an après l'élection de Hollande à la présidence de la 5<sup>e</sup> République. Depuis un an, son gouvernement a attaqué les acquis des travailleurs et les travailleuses, les conquêtes arrachées par la lutte de classes. Le gouvernement Hollande-Ayrault a, par contre, aidé les capitalistes et fait payer la crise du mode de production capitaliste aux salariés.

Très rapidement, le gouvernement Hollande-Ayrault a dévoilé sa politique du « changement maintenant » en changeant les règles du « marché du travail » avec le « pacte social » puis les « accords-compétitivité » concrétisés par l'Accord national interprofessionnel. Cet accord, négocié par toutes les confédérations syndicales, est devenue une loi. Elle facilite les licenciements, permet la baisse des salaires, de moduler le temps de travail, de limiter les recours aux prud'hommes, de généraliser des emplois partiels.

Comme Sarkozy, ce gouvernement a poursuivi la chasse aux Roms et les expulsions de sans-papiers, l'aide aux patrons par les crédits d'impôts, le soutien aux plans de licenciements notamment chez Peugeot ou ArcelorMittal. Comme son prédécesseur, Hollande a utilisé l'armée impérialiste pour occuper d'autres pays. Depuis janvier dernier, l'armée française occupe le Mali pour y protéger les intérêts des capitalistes et rétablir l'ordre de la Françafrique en installant un pouvoir à son compte à Bamako.

Cette politique contre les travailleurs en France et au Mali a été rendue possible par la collaboration entre les classes sociales. Alors que les intérêts des travailleurs sont antagoniques à ceux du Medef, le gouvernement a aidé le capital financier et ses revendications en associant à leur mise en place les directions syndicales ouvrières. Dès le 9 juillet 2012, une conférence « sociale » permettait de préparer les lois contre le droit du travail (emplois d'avenir, contrat de génération, accords-compétitivité). La même

méthode fut suivie pour prétendument « refonder » l'école.

L'exemple de l'adoption de la loi Peillon est caractéristique de la politique du gouvernement Hollande. Dès le début, Ayrault et Peillon ont invité les dirigeants syndicaux à se concerter avec des « spécialistes » et des associations de parents. Malheureusement, les directions FSU, Sgen-CFDT, Sud-éducation, Unsa-Education... ont accepté.

Elle permet l'embauche de précaires « *emplois-avenir professeurs* », les ESPE maintiennent l'embauche en masters. Elle prévoit de « *faire évoluer la durée de l'année scolaire* ». Elle permet de casser notre statut du 1<sup>er</sup> degré par la création de « *conseil école-collège* » instaurant des « *enseignements communs* ». L'accueil des moins de 3 ans peut avoir lieu dans des « *classes à plusieurs niveaux* », dans un « *milieu mixte* », école et service municipal petite enfance, qui disloque le cadre national de l'enseignement public. Le dispositif « *Plus de maîtres que de classes* » recrutera des enseignants sur entretien et profil, comme dans le privé et comme dans les zones ECLAIR qui détruisent les ZEP. Ce dispositif avalise la destruction des Rased.

Enfin, dans le primaire, la loi organise l'augmentation des jours de travail sans augmentation de salaire avec une semaine de 4 jours et demi, soit 36 demi-journées en plus. Les enfants iront à l'école 5 jours puisque le mercredi sera travaillé par les parents. Et surtout, l'inégalité entre communes se fera encore plus sentir puisque les mairies et les « territoires » organiseront les APC, remplaçant des aides personnalisées. Cette tutelle des maires sur les enseignants constitue une brèche dans nos statuts.

Contre ce projet de loi, les enseignants parisiens ont engagé le combat. Mais les directions syndicales,

parisiennes comme nationales, ne l'ont pas généralisé alors que le retrait du décret sur les rythmes scolaires et le retrait du projet de loi étaient des mots d'ordre justes. Ces mots d'ordre défendaient notre statut. Au lieu de cela, toutes les directions syndicales ont négocié avec le gouvernement l'application de la loi. Les dirigeants du Snuipp-FSU ont été en pointe dans cette collaboration, ce qui s'opposait à la défense des intérêts des enseignants. Il est nécessaire pour notre syndicat de rompre avec le gouvernement et le ministère de l'éducation, d'exiger l'abrogation de la loi Peillon, de demander aux autres syndicats enseignants de se prononcer dans ce sens.

Aujourd'hui, le gouvernement Hollande est plus que jamais à l'offensive pour aider les capitalistes. Usant de la méthode de l'association des syndicats de travailleurs aux mesures de soutien au patronat, il organise les 20 et 21 juin, une deuxième conférence sociale. Au programme : réforme des indemnisations des chômeurs, réforme de la formation professionnelle et surtout une nouvelle attaque contre nos retraites. Il veut réduire le salaire différé que nous touchons par cotisations patronales versées dans les caisses de retraite ou le budget de l'État. Pour le compte des capitalistes, il veut augmenter l'exploitation en réduisant cette part de nos salaires.

Pour mieux empêcher la riposte, Ayrault a reçu une première fois les 8 confédérations syndicales dont la FSU, le 15 mai. Aujourd'hui même, Ayrault les reçoit une seconde fois pour leur donner l'ordre du jour de la conférence. Une telle soumission aux décisions gouvernementales est inacceptable. Hollande l'a déjà annoncé la semaine dernière, comme Balladur et Juppé (1993), Chirac et Fillon (2003), Sarkozy et Woerth (2007 et 2010) avant lui :

*Dès lors qu'on vit plus longtemps, on devra travailler aussi un peu plus longtemps.*

Il argue d'un déficit de 20 milliards en 2020 pour la branche retraites de la Sécu alors que tout travailleur conscient sait que les exonérations de charges patronales sont la cause du « trou ». Et ce déficit « patronal » est dérisoire en comparaison des aides fournies aux banques et aux patrons de l'automobile en crise ou devant les dettes de l'État (plus de 1 300 milliards d'euros).

Comme ses prédécesseurs, Hollande peut s'appuyer sur le « *diagnostic partagé* » du Conseil d'orientation des retraites. Il est « *partagé* » car les représentants des syndicats (CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, UNSA, FSU) siègent au COR aux côtés du patronat et des « experts » de la bourgeoisie (tous ces gens auront de bonnes retraites, eux). Sur cette base, Hollande envisage de faire cotiser plus longtemps tous les travailleurs (41,5 annuités aujourd'hui) et de désindexer les pensions de l'inflation comme les régimes complémentaires l'ont fait en mars dernier (ce qui entraîne une perte de pouvoir d'achat).

Contre un tel projet de loi prévu à l'automne, le premier remède est de quitter le COR, d'autant que depuis sa fondation par le gouvernement Jospin il a toujours servi les réformes contre les travailleurs.

La deuxième chose à faire est d'organiser la lutte pour battre le gouvernement. Comment faire ? D'abord en quittant le COR et en cessant de discuter avec Hollande et Ayrault dans leur conférence « patronale » car il ne peut en sortir que des attaques contre nos retraites.

En rompant avec le gouvernement, en l'affrontant, il est possible d'arracher le retour aux 37,5 annuités pour tous, pour le retour du départ à 60 ans, pour le calcul sur les 6 derniers mois de salaires pour tous.

### Motion pour la défense des retraites

Le congrès du Snuipp-FSU des Hauts-de-Seine, tenu le 22 mai 2013 à Clichy, se prononce contre toute collaboration syndicale avec le gouvernement et le patronat. Pour cela, le congrès demande à la FSU et à l'ensemble des confédérations syndicales de quitter le Conseil d'orientation des retraites, de ne pas participer à la conférence sociales des 20 et 21 juin, de rompre avec lui et de former un front uni pour faire échouer l'attaque contre les retraites.

Le congrès Snuipp-FSU des Hauts-de-Seine appelle donc la direction nationale du Snuipp ainsi que toutes les directions des confédérations syndicales à organiser la riposte, appeler à la grève générale pour bloquer le projet de loi contre les retraites sur les mots d'ordre suivants :

Retour au départ à 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) !

Indexation des pensions sur les salaires !

Retour aux 37,5 annuités pour tous et prise en compte des périodes de chômage et de stage !

Calcul pour tous sur les 6 meilleurs mois !

Rejetée par 1 pour, 32 NPPV (dont LO, NPA),  
1 abstention (GCPOR), 24 contre

### Motion pour le retrait des troupes françaises du Mali

Le congrès du Snuipp-FSU des Hauts-de-Seine, réuni le 22 mai 2013 à Clichy, s'adresse à la direction nationale du Snuipp-FSU, à la FSU et à l'ensemble des confédérations pour qu'elles se prononcent pour le retrait immédiat des troupes françaises du Mali et qu'elles organisent la mobilisation pour l'obtention de ce retrait.

Rejetée par 4 pour (GCPOR, GMI, LO, NPA), 9  
abstentions, 15 contre

# PSA Aulnay : seule la grève générale de tout le groupe pouvait défaire le plan national de licenciements

## Malgré un combat courageux, une défaite

Le vendredi 17 mai, les 130 derniers grévistes de l'usine automobile Peugeot PSA d'Aulnay ont arrêté la grève suite à la « suspension » du mouvement par la CGT et la CFDT.

La CGT du site a signé un accord de fin de conflit avec la direction de l'entreprise:

- Le site sera fermé.
- La direction abandonne les poursuites judiciaires et les sanctions disciplinaires contre les grévistes. Par contre, les 4 grévistes licenciés ne seront pas réintégré.
- Comme tous ceux qui acceptent de quitter l'entreprise, ils toucheront une indemnité compensatoire de 19 700 euros et s'engageront à ne pas saisir les prud'hommes.

Malgré 4 mois de grève, le patron l'a emporté : 11 200 suppressions de poste dans le groupe, les 2 500 travailleurs d'Aulnay feront partie des licenciés avec indemnité ou seront mutés. Pourquoi ? Les dirigeants syndicaux n'ont jamais appelé à la grève générale jusqu'au retrait du plan de PSA, pour l'interdiction de tous les licenciements.

Face à ses concurrents et dans un marché européen en crise, le premier groupe automobile français, vend moins de voitures Peugeot et Citroën. Les patrons doivent redresser le taux de profit en liquidant le capital non rentable et en augmentant le taux d'exploitation. Les milliers de licenciements du plan de Marin, le PDG de PSA, sont la condition des futurs profits. L'usine d'Aulnay, où nombre d'ouvriers sont combattifs, a été d'emblée la cible.

Juste après l'élection de Hollande, le 12 juillet, le plan de PSA est officiellement dévoilé. Il prévoit la fermeture d'Aulnay et la suppression de 8 000 postes, dont 1 400 à Rennes, 600 à Sochaux (principale usine en France), 300 à Mulhouse, 700 à Poissy.

Le nouveau président de la 5<sup>e</sup> République montre alors quelle classe sociale il sert. Le ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, organise le 18 juin 2012 une réunion avec patronat et syndicats. Un expert est payé pour assurer que Peugeot Citroën est bien en difficulté et le plan du patron légitime. En septembre, Hollande lance des négociations tripartites (gouvernement-patronat-syndicats)... pour appliquer le plan du patron.

*« Les pouvoirs publics feront tout pour que nous puissions réduire l'ampleur des suppressions de*

*postes », a déclaré le président de la République devant les représentants syndicaux de l'usine PSA de La Janais, près de Rennes (Ille-et-Vilaine). « C'est l'objet de la négociation qui va s'ouvrir », a ajouté le chef de l'État, assurant qu'il voulait préserver le « sens du dialogue » avec les syndicats. (Le Parisien, 11 septembre 2012)*

## Les directions syndicales acceptent de discuter du plan Marin

La participation systématique des représentants syndicaux CGT, SIA, FO, CFDT, CFTC, CFE-CGC sert la direction du groupe. Alors que des AG massives discutent en juillet des réponses ouvrières à donner, les responsables syndicaux empêchent toute initiative nationale et acceptent de discuter du plan Marin.

Le secrétaire général de la CGT, Thibault, convient de l'obligation d'en passer par des licenciements:

*La nécessité d'une fermeture « reste à démontrer », a martelé Bernard Thibault sur Europe 1. Le patron de la CGT a rappelé que les élus du comité central avaient demandé une expertise dont les conclusions seront connues « fin novembre ». « Il ne doit pas y avoir de décision irrémédiable tant qu'on ne connaît pas le rapport commandité par les élus », « il faut admettre qu'ils puissent avoir voix au chapitre », a-t-il ajouté. (Le Parisien, 9 septembre 2012)*

Au bout de ces négociations, en décembre 2012, Marin et sa clique annoncent que ce sera encore plus de suppressions de postes soit 11 200 (10 % des effectifs).

Tous les représentants syndicaux de PSA acceptent de discuter, négocier, amender le nouveau plan Marin. Au lieu d'organiser la riposte globale pour son retrait, la direction nationale de la CGT, majoritaire chez les ouvriers (45 % des voix), propose un plan social alternatif.

Le responsable CGT d'Aulnay accepte aussi de négocier des conditions de la fermeture.

*La CGT affirme que son plan de redéploiement industriel ne coûterait que 77 millions d'euros. La CGT a par ailleurs demandé à nouveau que chaque salarié soit reclassé en CDI. Jean-Pierre Mercier, délégué central adjoint de la CGT et délégué du site d'Aulnay, alerte quant à lui sur le sort des seniors dans le PSE. « La direction ne veut pas négocier de système de préretraite alors que la loi l'y autorise » souligne le responsable syndical. (L'Usine nouvelle, 10 décembre 2012)*

Les bureaucraties qui contrôlent les syndicats, puisqu'elles défendent l'intérêt national, « l'industrie française », combattent la grève générale et refusent de mettre en danger les champions capitalistes français.

*La CGT demande que soit étudié et discuté un projet global de ré-industrialisation sérieux. (Communiqué de presse CGT PSA Aulnay, 8 janvier 2013)*

### Les directions syndicales isolent les travailleurs d'Aulnay

Faute d'appeler à la grève générale du groupe PSA jusqu'au maintien de tous les emplois, les dirigeants syndicaux multiplient les diversions. Par exemple, le 20 septembre, une grève d'un jour est organisée à Aulnay et seulement à Aulnay.

600 manifestants partent en délégation à l'Élysée. Les délégations syndicales de l'usine sont reçues. Elles sortent du palais en se déclarant satisfaites d'obtenir des discussions tripartites, propres à Aulnay.

*Plus de quatre mois après avoir promis aux ouvriers de PSA Aulnay de les rencontrer s'il était élu président de la République, François Hollande a enfin reçu hier une délégation d'élus syndicaux du site de Seine-Saint-Denis menacé de fermeture. « On a acquis la tenue d'une réunion tripartite avec la direction de PSA, l'État et les délégués syndicaux d'Aulnay », a expliqué le délégué CGT du site, Jean-Pierre Mercier, à l'issue de la réunion à l'Élysée... (L'Humanité, 21 septembre 2012)*

Le 29 septembre, à l'inauguration de salon de l'automobile, le SIA de PSA Aulnay distribue des cartons rouges et la CGT de Ford Bordeaux, dont Philippe Poutou, candidat du NPA à la présidentielle, jettent des confettis.

Le 6 octobre, au salon de l'automobile, Montebourg rencontre discrètement les responsables syndicaux d'Aulnay et leur promet... des rencontres tripartites.

*« On a obtenu déjà une première réunion nationale le 25 octobre et une réunion au niveau d'Aulnay le 8 novembre », a déclaré Jean-Pierre Mercier, délégué CGT de l'usine d'Aulnay. (Les Échos, 6 octobre 2012)*

Le 9 octobre, les syndicats d'Aulnay appellent à manifester symboliquement au Salon de l'auto mais les CRS de Valls bloquent les 2 000 ouvriers.

Mercier est un dirigeant de Lutte ouvrière. Il était porte-parole d'Arthaud à l'élection présidentielle, il était tête de liste LO aux dernières élections régionales, il est conseiller municipal à Bagnolet sur une liste LO-PS-PCF-EELV. La bureaucratie de la CGT n'a rien à craindre de cette organisation qui se réclame du communisme les jours de fête, mais a réclamé une loi contre le foulard à Chirac et réclamé à plusieurs reprises plus de flics.

À chaque fois que la nécessité de la grève générale se pose (retraites, raffineries, SNCF, automobile, sidérurgie...), LO, le NPA, le PS, le PCF, le PdG soutiennent les bureaucraties de la CGT, de la FSU et de Solidaires qui multiplient les « journées d'action », les « grèves reconductibles » site par site...

### LO contre la grève générale

Les ouvriers de l'usine PSA d'Aulnay, eux, espéraient gagner, mais la direction nationale de LO savait bien ce qu'elle faisait. En témoigne ce bilan cynique :

*Empêcher la fermeture de l'usine était bien sûr hors de portée des grévistes, même s'ils n'ont cessé de dénoncer le gâchis que cela représente. C'était impossible à 200 grévistes, et même à 500, face à la puissance conjuguée de la famille Peugeot et du gouvernement PS, qui n'a pas ménagé sa peine - ni celle des CRS ! Il aurait fallu pour cela un tout autre rapport de force, qui mobilise non seulement l'ensemble des travailleurs d'Aulnay, mais au moins tous ceux de PSA. (Lutte ouvrière, 24 mai 2013)*

L'usine d'Aulnay a connu de dures luttes depuis sa création en 1973 notamment pour que les syndicats ouvriers s'y développent contre le syndicat patronal (la CFT aujourd'hui SIA) puis contre les licenciements sous l'Union de la gauche en 1982-1984, lors des grèves de 2005 pour le paiement des jours chômés et en 2007 pour l'embauche des intérimaires, 300 euros d'augmentation de salaire et la retraite à 55 ans.

Le 16 janvier 2013, 300 travailleurs d'Aulnay votent en AG la grève. Dès les premiers jours, FO et le SIA se désolidarisent. La restriction de la grève par la CFDT, SUD et la CGT à un seul site, qui ne peut donc pas gagner, contribue aussi à la rendre minoritaire.

*Sur un effectif de 2 500 salariés, cadres et maîtrise comprise, 600 au maximum ont pris part à la grève, pour une durée plus ou moins longue, et 250 ont constitué le noyau. (LO, La lutte des travailleurs de PSA contre la fermeture de l'usine d'Aulnay, mai 2013)*

C'est dans l'isolement voulu par la bureaucratie nationale de la CGT et par la direction nationale de LO que les grévistes d'Aulnay lutteront avec courage pendant 4 mois.

Seule la lutte contre l'ensemble du plan, pour son retrait, pouvait ouvrir une perspective aux ouvriers de Poissy, Rennes, Saint-Ouen, Sochaux et... Aulnay. Malgré un combat acharné, les ouvriers grévistes ne renverseront pas l'obstacle dressé par le patron et les dirigeants syndicaux.

La raison du refus de la grève générale est l'acceptation de fait du plan de PSA et du gouvernement. Le retrait du plan Marin fut mis de côté par toutes les directions

syndicales, et toutes, y compris SUD Aulnay (NPA) et CGT Aulnay (LO) ont négocié le « plan social ».

### Les grévistes impuissants face aux jaunes et aux milices patronales

Le 18 janvier, les grévistes d'Aulnay vont démarcher leurs collègues à l'usine PSA de Saint-Ouen. Mais le refus de LO et du NPA d'exiger quoi que ce soit des syndicats nationaux de PSA et de l'automobile aboutit à attribuer la responsabilité de l'échec aux travailleurs eux-mêmes.

Pour briser la grève, le patron use de ses armes : le lock-out, les déplacements à grand frais de cadres et l'embauche de vigiles pour empêcher l'occupation de l'usine. C'est d'autant plus facile que le patron n'est pas confronté à une grève de masse dans tous les sites.

Les 19 et 20 janvier, prétextant un problème de sécurité, la direction ferme l'usine et déploie une milice privée. Durant tout le conflit, les vigiles et les cadres empêchent l'occupation et intimident.

LO, refusant la grève générale, se retrouve incapable d'organiser l'occupation et de chasser les flics patronaux.

*L'exacerbation de la lutte du prolétariat signifie l'exacerbation des méthodes de contre-offensive de la part du capital. Les nouvelles vagues de grèves avec occupation des usines peuvent provoquer et provoqueront infailliblement, en réaction, d'énergiques mesures de la part de la bourgeoisie.*

*Malheur aux organisations révolutionnaires, malheur au prolétariat s'ils se trouvent de nouveau pris à l'improviste ! À l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'autodéfense. (Léon Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale, 1938)*

### La subordination de LO et du NPA à la bureaucratie de la CGT

LO et le NPA cautionnent toutes les diversions des appareils de la CGT et de Solidaires.

*Les travailleurs en lutte de PSA allèrent à toutes les manifestations organisées pour dénoncer les licenciements ou la politique du patronat. Le 29 janvier, ils rejoignaient ceux de Virgin contre la fermeture du magasin des Champs-Élysées, puis la manifestation regroupant ceux de Sanofi, ceux de Goodyear et d'ailleurs, devant le ministère du Travail. Ces choix n'étaient pas évidents pour l'ensemble des grévistes, car la peur existait que la direction redémarre la production pendant leur absence. Mais les militants de la CGT poussaient dans ce sens, car ils défendaient l'idée que le sort de tous les travailleurs est lié et que seule une lutte d'ensemble peut vraiment faire reculer le patronat. (LO, La lutte des travailleurs de PSA contre la fermeture de l'usine d'Aulnay)*

*Mais de quelle « lutte d'ensemble » parle LO ? Elle s'appelle la grève générale qu'elle a refusée et combattue.*

*La grève de masse est le mouvement même de la masse prolétarienne, la force de manifestation de la lutte prolétarienne au cours de la révolution. (Rosa Luxemburg, Grève de masse, parti et syndicat, 1906)*

Il faut ajouter à la liste des diversion : l'occupation éphémère en mars des bureaux de l'UIMM, celle du siège du Medef, celle du Conseil national du PS en avril...

Le 1<sup>er</sup> mars, Lepaon vient sur place comme futur secrétaire général de la CGT. S'il y avait eu une organisation révolutionnaire, les travailleurs lui auraient fait passer un mauvais moment et auraient exigé que la CGT appelle à la grève toute l'entreprise et tout le secteur automobile. Il n'en a rien été.

*« Pour faire sauter le verrou face à un patron qui veut fermer l'usine, il va falloir qu'on soit encore plus déterminés, encore plus soudés et encore plus acharnés, et pour ça, le soutien de la CGT de bas en haut est déterminant », a souligné Jean-Pierre Mercier. (L'Humanité, 4 mars 2013)*

**Pour mener la lutte de classe, il faut un parti ouvrier révolutionnaire**

### Ce qui a manqué aux travailleurs de PSA et de l'automobile, c'est une organisation réellement révolutionnaire. La lutte pour interdire les licenciements et partager le temps de travail ne peut aboutir par les « négociations » ou « tables rondes » autour des plans capitalistes. A la collaboration de classes, les communistes opposent l'indépendance des organisations syndicales, la grève générale.

*L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. (Léon Trotsky, Encore une fois, où va la France ? 1935)*

Les organisations qui, comme LO, le NPA et le POI, s'intègrent aux bureaucraties syndicales, qui font du socialisme un but aussi vague que lointain, ne choisissent pas une voie plus prudente et plus sûre. Elles sont amenées à servir de larbins aux bureaucrates contre-révolutionnaires, à saboter la lutte de classe et à gérer les mesures patronales et gouvernementales.

29 mai 2013

## Pourquoi le GMI ? Pourquoi *Révolution communiste* ?

*Révolution communiste* remplace désormais *Combatte pour en finir avec le capitalisme* (2006-2013) et *Révolution socialiste* (2002-2013). Après un an de discussion et d'activité en commun, lors de leur conférence nationale des 27 et 28 avril, les militants du Comité communiste internationaliste (trotskyste) et du Groupe bolchevik ont décidé de se fondre en une seule organisation, le Groupe marxiste internationaliste, affilié internationalement au Collectif révolution permanente. La base de la fusion est une plateforme politique, Pour *le communisme, pour en finir avec le capitalisme*, discutée démocratiquement durant plusieurs mois, amendée et adoptée par la 1<sup>e</sup> conférence du GMI (disponible en brochure et sur son futur site).

Notre drapeau est le seul drapeau rouge, celui des révolutionnaires de 1848, des communards de 1871, de la révolution russe de 1917, de la grève générale de 1968.

Le Groupe marxiste internationaliste oeuvrera à regrouper l'avant-garde à partir des militants, des courants et des organisations qui ressentent la nécessité de l'internationale ouvrière révolutionnaire et d'un parti ouvrier révolutionnaire dans chaque pays. Depuis la destruction politique et organisationnelle par le stalinisme de l'Internationale communiste, il n'y a plus d'internationale ouvrière révolutionnaire à influence de masse. La liquidation irréversible de la 4<sup>e</sup> Internationale, sous la pression du même stalinisme, a aggravé la crise de direction de la classe ouvrière. Partout, il manque aux travailleurs un parti qui leur permette de s'unir et d'arracher le pouvoir des mains de la classe capitaliste.

Tant qu'un tel parti n'est pas construit, le prolétariat restera en butte aux trahisons des agents « réformistes » de la bourgeoisie (PS, PCF, PdG ; appareils de la CGT, de FO, de l'UNSA, de Solidaires... ) et de leurs adjoints centristes (LO, NPA, POI...). Tous les partis « communistes », « sociaux-démocrates », « socialistes » et « travaillistes » du monde divisent les travailleurs et les soumettent à la classe dominante au nom de la « citoyenneté » et de la « nation », canalisent les aspirations populaires dans des élections mystificatrices, gouvernent au compte des capitalistes dans le cadre de l'État bourgeois, mènent ou approuvent les guerres impérialistes de leur bourgeoisie, persécutent les travailleurs migrants...

Les bureaucraties corrompues qui contrôlent les syndicats négligent les plus exploités, sabotent les luttes ouvrières et jeunes par des « journées d'action » stériles et des grèves isolées, négocient les plans patronaux et gouvernementaux contre les acquis et les revendications, cogèrent les firmes et les établissements publics...

Or, le capitalisme est dans un déclin irréversible qu'aucune politique économique, qu'aucune élection, qu'aucun aménagement de l'État bourgeois (type « 6<sup>e</sup>

République »), qu'aucun sauveur suprême ne peut enrayer. Le maintien de la domination de la société par la petite minorité de capitalistes assoiffés du travail des ouvriers et des employés entraîne l'humanité vers la catastrophe et la barbarie par le gaspillage, le militarisme, la destruction de l'environnement, la crise économique, le nationalisme, le cléricisme, le racisme, le fascisme et la guerre.

Jamais l'écart n'a été aussi grand entre les possibilités culturelles, scientifiques et techniques de l'humanité et le sort du plus grand nombre fait d'aliénation, d'exploitation, de discrimination et de précarité. Jamais l'écart n'a été aussi grand entre d'une part les luttes incessantes des travailleurs et des opprimés, leur aspiration à en finir avec l'exploitation et d'autre part la couardise et la corruption des bureaucraties des organisations de masse des travailleurs, tant partis que syndicats, qui prêchent aux masses le patriotisme, la collaboration de classe, le respect de l'État bourgeois et le pacifisme.

Pour que l'humanité survive et que les êtres humains s'épanouissent, le prolétariat doit renverser le capitalisme, exproprier les groupes capitalistes, détruire de fond en comble son État, disperser par la force ses bandes armées, étendre la révolution socialiste au monde entier.

Pour accomplir cette grandiose tâche historique, pour abolir la propriété privée des moyens de production, les confier à la société sous la forme d'un plan conscient, les travailleurs doivent ériger leurs conseils et disposer d'un parti communiste internationaliste basé sur la théorie et la stratégie communistes de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky.

Un tel parti ne peut prendre la tête de l'insurrection que s'il obtient au préalable la confiance de la classe ouvrière par l'intervention dans la lutte des classes, l'activité syndicale contre les bureaucraties corrompues, la formulation de revendications transitoires et de tactiques de front unique ouvrier, le soutien sans réserve à toutes les formes d'auto-organisation (assemblée générale qui décide de l'action, comités de grève élus et révocables, coordinations nationales...) et d'auto-défense des masses (contre la police, les hommes de main des patrons et les fascistes).

Travailleuse, travailleur, jeune, pour la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire et du parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays, pour l'expropriation des exploités, pour le règne des producteurs associés, rejoins le Groupe marxiste internationaliste et le Collectif révolution permanente !

Vivent les conseils de travailleurs ! Vive la dictature du prolétariat ! Vivent les États-Unis socialistes d'Europe ! Vive la révolution socialiste mondiale ! Vive le communisme !

21 mai 2013

# Tract du 1<sup>er</sup> mai du Groupe marxiste internationaliste

Hollande et son gouvernement avaient promis la reprise. Il n'y a pas de reprise, mais une dégradation continue de la situation : 25 mois consécutif de hausse du chômage. 3 224 600 chômeurs officiels, plus de 9 millions en comptant tous ceux qui sont sortis des statistiques, en contrats aidés, au RSA, etc. Ils promettent aujourd'hui que la courbe du chômage va s'inverser, que les « outils » sont là. Mais de quels outils parlent-ils ? Des cadeaux aux entreprises sous forme des crédits d'impôts, des petits boulots sous forme de contrats d'avenir, de la loi reprenant l'accord ANI sur la flexibilisation de l'emploi facilitant les licenciements, aggravant les conditions de travail, diminuant les salaires ou imposant la mobilité. Tous les outils sont là pour les patrons, et pourtant la crise continue et s'amplifie. Comme en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, au Royaume Uni...

Malgré les promesses de Hollande et les rodomontades de Montebourg, ArcelorMittal de Florange et Pétroplus de Petit-Couronne viennent de fermer, PSA d'Aulnay est promis à la fermeture comme Goodyear d'Amiens Nord... autant d'usines où les travailleurs se sont battus avec ténacité, mais sont restés isolés. Par exemple, à PSA, les dirigeants syndicaux n'ont jamais appelé à la grève totale de tout le groupe ni à la grève totale de tout le secteur automobile quand Renault et tous les équipementiers sont également touchés, laissant s'épuiser, seuls, les travailleurs d'Aulnay.

Par contre les dirigeants syndicaux ont tous discuté à la demande du gouvernement les exigences du Medef sur la flexibilité de l'emploi, débouchant sur l'accord ANI. Certains, CFDT, CFTC et CFE-CGC le signant et FO et la CGT le condamnant, sans demander le retrait du projet de loi, mais appelant les parlementaires, tous les parlementaires, à l'amender dans un sens positif. Le 9 avril la loi a été votée sans changement avec l'appui tacite de la quasi-totalité des députés UMP qui s'est abstenue. Hollande s'est ainsi félicité du dialogue social et des progrès qu'il permet d'accomplir. Le même dialogue social doit s'ouvrir très prochainement pour préparer une nouvelle attaque contre les retraites, sans pourtant qu'aucun dirigeant syndical n'appelle à le boycotter.

Les travailleurs et la jeunesse voient que Hollande et son gouvernement font tout ce qu'ils peuvent pour satisfaire les exigences de la bourgeoisie. Celle-ci prend, mais en veut toujours plus. Elle sait que des mesures beaucoup plus dures contre les salariés doivent être prises pour tenter de restaurer son taux de profit. Tirant bénéfice du désarroi des salariés, elle a commencé à rameuter ses troupes en manifestant contre le droit au mariage pour tous et en utilisant l'abri de la réaction cléricale. C'est un galop d'essai. Le 26 mai, l'UMP appelle à une manifestation nationale pour avancer son programme : remplacer les CDI par des

contrats de mission, supprimer les indemnités chômage au bout de 6 mois...

Le Front de gauche convoque le 5 mai une « *marche citoyenne* » à Paris sous le mot d'ordre « *Du balai ! Qu'ils s'en aillent tous !* ». Fort bien, mais par quoi les remplacer ? Par une « *6<sup>e</sup> République dont une Assemblée constituante serait chargée de préparer les contours* ». Autrement dit, ni plus ni moins qu'un replâtrage de l'État bourgeois pour demain, et pour aujourd'hui, une pression sur Hollande dont Mélenchon se verrait bien le premier ministre !

Mais les revendications des travailleurs et de la jeunesse sont, elles, urgentes et totalement incompatibles avec le maintien du gouvernement Hollande, qui se dresse contre eux :

Du travail pour tous. Réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs ! Interdiction des licenciements !

Rétablissement du pouvoir d'achat perdu, indexation automatique des salaires sur l'évolution des prix et des pensions sur les salaires ! Rétablissement de la retraite pleine à 37,5 annuités !

Pas un centime pour rembourser la dette des capitalistes ! Expropriation des banques, une seule banque sous contrôle ouvrier !

Nationalisation sans indemnité ni rachat des grands groupes industriels, commerciaux et financiers, des entreprises d'énergie, de transport et de télécommunications !

Régularisation des travailleurs et jeunes étrangers sans-papiers ! Les mêmes droits politiques et sociaux pour tous !

Retrait immédiat des troupes françaises du Mali et de toutes les zones où elles interviennent !

Contre la police, les groupuscules fascistes, autodéfense des manifestations, des grèves, des quartiers populaires...

Ces revendications se heurtent de plein fouet au capitalisme, aux partis de la bourgeoisie qui se disposent pour affronter directement la classe ouvrière. Elles appellent à la mobilisation, à l'organisation pour un gouvernement ouvrier, sous contrôle des travailleurs et de la jeunesse, qui mette en oeuvre les solutions ouvrières pour en finir avec le capitalisme et sa crise, et organise la société en fonction des immenses besoins de la population et non plus du profit de quelques uns. Bref, à une révolution sociale. Cette république des travailleurs, et non pas la 6<sup>e</sup> république bourgeoise, rompra avec l'Union européenne pour ouvrir la voie des États-Unis socialistes d'Europe.

C'est pour cela qu'il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, une internationale ouvrière révolutionnaire.

## La véritable nature du Parti de gauche : l'ancien ministre de Jospin se dit prêt à devenir le premier ministre de Hollande

*Il n'est pas de procédé plus commun, pour tromper les masses populaires françaises, les ouvriers français... que de transposer dans notre temps le jargon de l'époque de la grande Révolution française de 1792. (Vladimir Lénine, La Guerre et la révolution, avril 1917)*

Né d'une scission du Parti socialiste en 2009, le Parti de gauche a tenu son congrès à Paris les 23 et 24 mars dernier. Un mois avant, le 56<sup>e</sup> Congrès du Parti « communiste » français, son allié et rival dans le Front de gauche adopta un *Humanifeste* (sic) dont le titre éminemment poétique (*Il est grand temps de rallumer les étoiles*) témoignait d'une vertigineuse ambition, aussitôt démentie par tout ce qui suivait, long et soporifique, tout aussi éloigné d'Apollinaire (à qui le titre était emprunté) que de Marx.

Mais, en politique comme en poésie, les contrefaçons ne sont pas interdites. Ainsi, il est permis au PCF de mélanger depuis 1934 le drapeau tricolore au drapeau rouge et au Parti de gauche d'en faire autant depuis sa naissance.

La seule référence de la Plateforme du PdG est le socialiste français Jaurès, qui prônait l'alliance avec la bourgeoisie républicaine. Luxemburg et Lénine en sont absents, non seulement parce qu'ils étaient polonais et russe, mais parce qu'opposés aux blocs avec la bourgeoisie. Or, ceux-ci sont la stratégie commune de tous les partis ouvriers bourgeois (du PS, du PCF et du PdG), ce que confirment les liens du PdG avec des gouvernements bourgeois d'Amérique latine, la composition du « Front de gauche », son soutien de fait à l'intervention au Mali...

### La sociale-démocratie aurait changé de nature... quand Mélenchon l'a quittée

Le Parti de gauche a opté pour désigner sa copieuse et réplétive *Plateforme d'orientation politique* pour un titre beaucoup plus modeste et assurément moins aérien. Le sien est inspiré vaguement de Saint-Just : *Osons !* Il l'a complété d'un *Manifeste pour l'écosocialisme*.

*La France a porté au pouvoir un président et une majorité sociaux-libéraux. Ainsi la social-démocratie en faillite a changé d'orientation. Née pour permettre la conquête de droits sociaux et démocratiques, elle organise désormais le démantèlement de l'État social et du droit du travail, la baisse des salaires et des prestations de Sécurité sociale. (PdG, Plateforme, p. 1)*

*Qu'est devenu le PS ? Comme ses homologues européens, il est passé de la social-démocratie au social-libéralisme. (p. 9)*

Donc, en 2012 « la sociale-démocratie » serait devenue sociale-libérale et le PS aurait changé d'orientation.

En réalité, « social-démocrate » est le nom, impropre selon Marx et Engels, que prend le mouvement communiste en Allemagne qui rassemble partisans de Marx et ceux de Lassalle en 1875. Sur le modèle du SPD, un certain nombre de partis ouvriers prennent l'étiquette « social-démocrate », comme le POSDR en Russie, la SDKP en Pologne, le SDAP aux Pays-Bas, le SPO en Autriche, le SSDP en Serbie, le BRSDP en Bulgarie, etc.

L'Internationale ouvrière (rétrospectivement appelée 2<sup>e</sup> Internationale) est le cadre qui unifie alors les partis ouvriers du monde entier contre tous les partis de la bourgeoisie de leur pays. Son drapeau est rouge et elle se réclame officiellement du marxisme, même si certains de ses membres y sont plus ou moins hostiles (Parti travailliste en Grande-Bretagne, Parti socialiste-SFIO en France, PSR en Russie, PSP en Pologne...).

Quand l'Internationale ouvrière, le PS-SFIO et l'appareil de la CGT ont-ils changé d'orientation ? Il y a cent ans ! Lors de l'éclatement de la première guerre mondiale, la plupart des partis socialistes révèlent qu'ils sont des sociaux-patriotes, des agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

*En votant les crédits de guerre et en proclamant l'Union sacrée, les dirigeants officiels des partis sociaux-démocrates d'Allemagne, de France et d'Angleterre ont renforcé l'impérialisme sur ses arrières, ont engagé les masses populaires à supporter patiemment la misère et l'horreur de la guerre, et ainsi ont contribué au déchaînement effréné de la fureur impérialiste, au prolongement du massacre et à l'accroissement du nombre de ses victimes ; ils partagent donc la responsabilité de la guerre et de ses conséquences. (Rosa Luxemburg, La Crise de la sociale-démocratie, 1915)*

### L'héritage commun du PS de Hollande, du PdG de Mélenchon et du PCF de Laurent : plus d'un siècle de trahisons de la classe ouvrière

Les dirigeants du PS et de la CGT anarchiste entrent en 1914 dans le gouvernement d'Union sacrée. Les prétendus « réformistes », ensuite, défendent l'État bourgeois et la propriété privée face aux révolutions russe, allemande, hongroise, bulgare... En Allemagne, le SPD écrase en 1919 l'insurrection ouvrière et assassine les fondateurs du Parti communiste allemand Luxemburg, Liebknecht et Jogiches.



J.L. Mélenchon posant devant le drapeau tricolore, novembre 2010, photo David Balicki

En 1932, le SPD soutient la candidature à la présidence du maréchal Hindenburg qui avait été appuyé par le NSDAP fasciste en 1925 ; Hindenburg nomme Hitler chancelier en 1933. Dans l'entre-deux-guerres, en France et en Grande-Bretagne, les partis ouvriers bourgeois fournissent des ministres aux gouvernements de leur empire colonial.

En 1934, les partis communistes, à cause de la contre-révolution bureaucratique en URSS, tombent à leur tour dans le social-patriotisme et la soumission à leur bourgeoisie. Reprocher au PCF d'aider le PS ou le PdG, n'est-ce pas faire croire que le PCF vaut mieux que le PS ou le PdG, alors qu'ils sont tous contre-révolutionnaires.

*La direction du PC amène la force militante et le crédit qui lui reste de son passé de parti ouvrier à Mélenchon. (Natalie Arthaud, Discours à la fête de LO, 19 mai 2013)*

Avec l'appui du PCF, Blum étouffe la grève générale en 1936, ce qui prépare l'annulation de toutes les conquêtes ouvrières en 1938 et la transmission légale du pouvoir au maréchal Pétain par la 3<sup>e</sup> République bourgeoise en 1940. Le PCE, avec le PSOE et la CNT, participent au Frente popular qui empêche la révolution prolétarienne en Espagne en 1936. Le PCE écrase la révolution à Barcelone en 1937, ce qui permet la victoire de Franco. Il liquide physiquement les révolutionnaires.

Comme le PS-SFIO, le PCF coopère avec le général De Gaulle dans le cadre du Conseil national de la résistance et il fonde la 4<sup>e</sup> version de la République bourgeoise pour reconstruire l'empire colonial et l'État bourgeois, désarmer les travailleurs et sauver le capitalisme français. En 1947, le FIR stalinien entre au gouvernement en Bolivie. En 1956, avec le soutien du PCF, le PS-SFIO prend en charge la guerre coloniale et donne les « pouvoirs spéciaux » à l'armée de la 4<sup>e</sup> République (en termes codés, la torture). En 1958, le PS-SFIO remet le pouvoir au général De Gaulle. En 1968, le PCF dénonce la révolte de la

jeunesse et parvient à éteindre la grève générale et à sauver le capitalisme français, la 5<sup>e</sup> République et De Gaulle lui-même. En 1973, le PSC et le PCC empêchent la révolution sociale au Chili et cooptent le général Pinochet au gouvernement d'Unidad popular, d'où il préparera un coup sanglant. En 1975, le PSP et le PCP sauvent l'État bourgeois au Portugal. En 1975, le PCE et le PSOE contiennent la révolution et aident à mettre en place la monarchie selon les vœux de Franco.

En 1981, Mitterrand, qui avait troqué depuis longtemps la francisque pour une écharpe rouge, choisit de conserver telle quelle la 5<sup>e</sup> République bourgeoise de De Gaulle. En 1983, le gouvernement PS-PCF-PRG-PSU bloque les salaires ; la même année, il mène une intervention impérialiste contre la Libye. En 1988, le président PS Mitterrand fait assassiner les militants nationalistes en Nouvelle-Calédonie ; en 1991, il lance l'armée française dans l'intervention impérialiste avec les États-Unis et la Grande-Bretagne contre l'Irak ; en 1992, dans l'intervention impérialiste contre la Serbie. En 2000, le gouvernement PS-PCF-PRG-Verts baisse les impôts sur les riches et se met à privatiser à tour de bras. C'est le moment où Mélenchon entre au gouvernement où il fait connaissance avec Buffet, ministre de Jospin et secrétaire nationale du PCF.

### **La prise de la Bastille en 1789, la Convention de 1792, c'était le peuple en armes, pas des bulletins de vote !**

Comme Mitterrand et Marchais autrefois, le Front de gauche veut canaliser la classe ouvrière et la jeunesse dans l'électoratisme. Il appelle cela « révolution citoyenne ». Le premier terme du concept (révolution) est destiné à tromper les travailleurs et les jeunes ; le second (citoyenne) enlève toute portée au premier et est adressé à la classe dominante

L'incarnation de cette supercherie est le front nationaliste Alianza País de Rafael Correa qui préside l'Équateur depuis 2006. S'il s'oppose aux États-Unis, il se garde bien d'exproprier le capital et d'armer le peuple, comme le fit au moins le M26J de Castro en 1960. Par contre, le gouvernement Correa a licencié des milliers de fonctionnaires dans l'enseignement et la santé, tout en augmentant les salaires des policiers. La vraie devise de la révolution citoyenne, c'est : « le flic d'abord ! »

Derrière les effets de manche, les coups de gueule et de menton (de préférence devant des tribunes acquiescentes à l'avance ou des journalistes parfois terrorisés, parfois amusés par les airs de père fouettard du tribun), il s'avère pour tout esprit un peu critique que cette « révolution citoyenne » a la couleur, l'odeur, le goût de la révolution mais n'est pas la révolution qui ne peut être, à notre époque, que socialiste.

*En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Bien longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit l'évolution historique de cette lutte des classes, et des économistes bourgeois en avaient analysé l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est la preuve : 1°) que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases déterminées du développement historique de la production ; 2°) que la lutte des classes aboutit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3°) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes. (Karl Marx, Lettre à Weydemeyer, 5 mars 1852)*

La prétendue révolution se limite à faire suivre les « journées d'action » des bureaucraties syndicales de la CGT et de la FSU, à manifester à la Bastille en arborant des cocardes et des drapeaux tricolores (voire des balais, mais pas des piques et des fusils)... et, surtout, à voter.

*Nous appelons citoyenne cette révolution actée par les urnes qui se nourrit de la confrontation électorale, des mobilisations de la société et du débat démocratique. Faite par les citoyens, elle fait des citoyens (PdG, Plateforme, p. 9)*

*Les comités du PG s'organisent autant que possible sur la base des circonscriptions législatives. Cela correspond à notre objectif de prise du pouvoir par les urnes. (p. 25)*

Il ne s'agit pas de détruire l'État bourgeois.

*Les citoyens engagés dans ce projet s'impliquent dans des actions de désobéissance civique non violente. (PdG, Manifeste, thèse 12)*

Il faut au contraire le renforcer.

*Nous devons impérativement stopper la baisse des effectifs de la police et recruter. (Front de gauche, L'Humain d'abord, p. 74)*

Le PdG feint de rejouer la révolution de la bourgeoisie française contre la monarchie, alors que, depuis 1848, la révolution oppose le prolétariat à la bourgeoisie.

Il la travestit en pacifisme, alors que chaque pas en avant de la révolution française du 18<sup>e</sup> siècle a résulté de la mobilisation des masses plébéiennes armées. Sa prétendue révolution citoyenne s'oppose à la révolution socialiste mondiale, au démantèlement de l'État bourgeois français, à la prise du pouvoir par les travailleurs, à l'expropriation des capitalistes.

### **L'internationale fratelée du PdG : un ramassis de débris du stalinisme en Europe et de nationalistes bourgeois en Amérique latine**

Le PdG approuve tacitement la ligne de son propre impérialisme face au début de la révolution prolétarienne en Tunisie et en Égypte : dresser le barrage de l'assemblée constituante pour préserver l'État bourgeois et la pro-

priété privée.

*Nous défendons la tenue d'élections pour qu'émergent des espaces politiques où le débat démocratique prime sur la force... (PdG, Plateforme, p. 7)*

Mais, si la révolution ne s'approfondit pas, ne devient pas permanente, les élections portent au pouvoir les partis islamistes qui n'hésitent pas, eux, à utiliser la force pour briser la classe ouvrière et la jeunesse.

Comme sa propre bourgeoisie, le PdG mise sur les gouvernements nationalistes bourgeois d'Amérique latine pour concurrencer la bourgeoisie américaine.

*L'autre gauche s'affirme de plus en plus comme une réalité internationale. En Amérique Latine, le candidat commun du Front de Gauche Jean-Luc Mélenchon a été invité, suite à la campagne, par les présidents de l'Argentine, de l'Uruguay, de l'Équateur et du Venezuela. C'est là que l'autre gauche est arrivée pour la première fois au pouvoir. Elle conserve depuis lors la confiance des peuples du continent Sud-Américain (Plateforme, p. 8)*

Tous ces pays restent capitalistes. « L'autre gauche » de l'Argentine n'est autre que le vieux parti péroniste PJ, celui-là même que les masses avaient chassé en décembre 2001 et qui a le sang de plus d'un militant ouvrier sur les mains. Ce n'est plus « qu'ils s'en aillent tous ! » ; c'est : « qu'ils reviennent tous ! ».

*Au sein de l'Union européenne, l'autre gauche n'est pas encore parvenue au pouvoir... Mais face aux politiques d'austérité, les partis de l'autre gauche ont parfois connu des progressions spectaculaires. La coalition Syriza en Grèce a été projetée de 4,6 à 27 % des voix... (Plateforme, p. 8)*

Depuis, le dirigeant de « l'autre gauche » grecque, en fait une fraction du vieux parti stalinien reconvertie en parti social-démocrate après la disparition de l'URSS, a fait le tour des institutions internationales pour rassurer les États impérialistes et les groupes de la finance.

### **Le test de l'intervention impérialiste française au Mali**

Mélenchon ne manque jamais une occasion de rappeler qu'il n'est pas dans l'opposition.

En tout cas, le PdG n'a jamais condamné l'intervention militaire de sa bourgeoisie au Mali. Au contraire, le porte-parole du Front de gauche à l'Assemblée nationale a exprimé son soutien à l'armée impérialiste. Sa seule réserve, que l'intervention ne fût pas dans le cadre strict de l'ONU (comme la guerre en Corée contre la révolution chinoise, par exemple ?).

*J'ai une pensée forte pour nos soldats, engagés sur un terrain périlleux. Que devait faire la France face à l'offensive des troupes djihadistes lancée jeudi dernier ? La position des députés du Front de gauche, communistes et républicains, est claire : La non-intervention aurait été la pire des lâchetés*

*abandonner le peuple malien à la barbarie des fanatiques aurait été une erreur politique et une faute morale* (François Asensi, 16 janvier 2013)

Le 22 avril, à l'Assemblée, les députés du PCF et du PdG n'ont pas voté contre le prolongement de l'intervention impérialiste. Ils se sont abstenus.

### Mélenchon, toujours prêt à servir la France

*Interrogé lundi matin par Europe 1, Jean-Luc Mélenchon, leader du Front de gauche, n'a pas caché ses ambitions : devenir Premier ministre, il « travaille à cela », a-t-il reconnu. « Bien sûr, c'est le but. François Hollande avait une chance de faire quelque chose de bien, il l'a ratée. Il peut se rattraper... Il peut me nommer Premier ministre. »* (Europe 1, 22 avril 2013)

Comme pour Hollande face à Sarkozy, pour le PdG, ce n'est pas le capitalisme qui est responsable du chômage de masse qui sévit dans les pays avancés depuis la crise mondiale de 1974, qui s'est aggravé dans toute l'Europe depuis la crise mondiale de 2009, c'est seulement une mauvaise politique.

*Une politique austéritaire durcie et généralisée précipite le continent dans la récession. (Plateforme, p. 1) ; Cette politique conduit à la récession. (p. 3)*

Qu'il s'agisse seulement d'une mauvaise politique (« néolibérale ») conforte la « révolution citoyenne ». Il n'est donc pas nécessaire de mener une révolution sociale pour éradiquer le capitalisme et en finir avec les crises et le chômage. Il suffirait de remplacer la mauvaise politique par une bonne.

### Le cul-de-sac du capitalisme dans un seul pays

Le problème est que le PdG prétend conjuguer harmonieusement le keynésianisme, c'est-à-dire la relance artificielle de la production capitaliste par le déficit, avec la dénonciation du « productivisme », voire la « décroissance » chère à la fraction écologiste la plus réactionnaire de la petite bourgeoisie.

*Cette démarche s'adresse à l'ensemble des mouvements de l'écologie politique et de la décroissance. (PdG, Plateforme, p. 17)*

Comment prôner la décroissance et condamner la récession... qui n'est qu'un autre nom de la décroissance ? En tout cas, le protectionnisme aboutirait sûrement à la décroissance. Or, au nom de la France et de la « souveraineté », le PdG prône la « relocalisation » et la restriction des importations.

*Le libre-échange compromet gravement notre souveraineté... Nous produisons ici ce dont nous avons tous l'utilité... (p. 15)*

Si les forces productives pouvaient s'accommoder des étroites frontières françaises, il n'y aurait ni l'internationalisation des groupes capitalistes français, ni l'Union

européenne capitaliste. Si chaque pays fermait ses frontières, ce serait une fuite en avant vers l'approfondissement de la crise capitaliste et vers l'aggravation des tensions inter-impérialistes.

*Le patriotisme constitue l'élément essentiel de l'idéologie au moyen de laquelle la bourgeoisie empoisonne la conscience de classe des opprimés et paralyse leur volonté révolutionnaire, parce que le patriotisme signifie la soumission du prolétariat à la nation sur laquelle la bourgeoisie est assise. (Lev Trotsky, Leçons d'Octobre, 4 novembre 1935)*

Tous les partis ouvriers bourgeois, par leur trahison de la classe ouvrière quand ils sont au pouvoir, mais aussi par leur complicité avec les bureaucraties syndicales qui sabotent les luttes et négocient les attaques contre les salariés, par leur nationalisme (« produire français », « acheter français »...), font le lit du fascisme.

La seule façon d'éviter cette issue désastreuse, c'est de construire à temps un véritable parti communiste, internationaliste, d'oeuvrer à la constitution d'organes d'auto-organisation et d'auto-défense des masses en vue d'un affrontement avec le pouvoir pour imposer le gouvernement des travailleurs, la destruction des fondements mêmes du système capitaliste et l'instauration des États-Unis socialistes d'Europe comme premier pas pour assurer un avenir socialiste et communiste de l'humanité tout entière.

*Seule la révolution prolétarienne, socialiste, peut sortir l'humanité de l'impasse créée par l'impérialisme. (Vladimir Lénine, Modification du programme du parti, avril 1917)*



## Socialisme ou barbarie !

La crise économique et financière de 2008-2009 a été surmontée temporairement à l'échelle mondiale par les cadeaux des États capitalistes à leurs groupes bancaires et automobiles. Mais ces palliatifs préparent de nouvelles crises. Aux États-Unis et en Chine, la croissance ralentit. Au Japon et en Europe, la récession se poursuit. Certains pays européens (Portugal, Espagne, Grèce...) continuent à s'effondrer.

La survie du capitalisme, ce sont les pires régressions sociales. Pour préserver ses profits, chaque bourgeoisie s'attaque aux travailleurs, à la jeunesse, aux étrangers... Le processus est sans fin : dans la concurrence féroce des uns contre les autres, chaque pas en avant que fait une bourgeoisie contre les travailleurs salariés doit immédiatement être rattrapé et dépassé par les autres.

La survie du capitalisme, c'est l'aggravation des inégalités et le gaspillage, jusqu'à l'absurdité : d'un côté, on manque de tout, de l'autre on produit trop de marchandises au mépris des hommes et des ressources.

La survie du capitalisme, c'est la course aux armements, des tensions en Asie de l'est, ce sont les interventions militaires des puissances impérialistes pour préserver leurs intérêts en Afrique et ailleurs. L'État sioniste poursuit la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie, étouffe l'économie des territoires avec l'aide du gouvernement islamiste égyptien, frappe quand il veut à Gaza. L'armée israélienne menace même d'attaquer l'Iran avec la bénédiction du gouvernement du Parti démocrate des États-Unis, que les sociaux-démocrates et les débris du stalinisme font passer pour progressiste.

La survie du capitalisme, c'est l'exacerbation des nationalismes et de la xénophobie, la résurgence des partis fascisants et fascistes, des partis cléricaux qui, tous dressent les travailleurs les uns contre les autres pour protéger les possédants et les exploités. En Grèce, les fascistes d'Aube dorée financés par les capitalistes et aidés par la police attaquent physiquement des travailleurs immigrés qui servent de boucs émissaires.

Partout, les travailleurs, la jeunesse, les femmes tentent de résister, mais le combat est rendu difficile par les trahisons des directions syndicales et des partis « réformistes ». Là où existent des partis « travaillistes », « socialistes » ou « communistes », ils font croire que des élections suffiraient à améliorer le capitalisme. Quand ils accèdent au pouvoir, ils mènent la même politique que les partis bourgeois, tant dans le pays qu'à l'extérieur. Le gouvernement ANC-Parti communiste d'Afrique du Sud a fait tirer sur des mineurs en grève. Le gouvernement Parti socialiste-Parti radical-Verts mène une guerre impérialiste au Mali (et le PCF et le PdG n'ont pas voté contre).

En Chine, le PCC n'est que l'enveloppe des capitalistes depuis que la bureaucratie stalinienne a restauré le

capitalisme. Le gouvernement du Parti « communiste » chinois tente de contenir, par son « syndicat » et par la répression policière, le gigantesque prolétariat qui a commencé à lutter pour limiter l'exploitation impitoyable et qui, sur cette voie, menace le régime totalitaire lui-même.

Dans le monde entier, les bureaucraties syndicales, au nom de l'intérêt national, acceptent de discuter des attaques des patrons et des gouvernements à leur service. Quand les rapports sociaux se tendent, elles canalisent le mécontentement dans des « journées d'action » et des « grèves reconductibles » site par site pour empêcher la grève générale qui dresserait la force du prolétariat contre le patronat et l'État bourgeois. En Grèce, il faut ajouter la division forcée des rangs ouvriers par le parti stalinien KKE et son organisation syndicale PAME.

Le renouveau du nationalisme bourgeois en Amérique latine n'a nulle part, y compris au Venezuela et en Bolivie, réellement rompu avec l'impérialisme et encore moins touché à la propriété des capitalistes locaux ni des propriétaires fonciers.

En Afrique du Nord et au Proche-Orient, les travailleurs et les jeunes se sont dressés contre le chômage, la corruption, la répression policière et la soumission aux puissances impérialistes tant des régimes issus du panarabisme bourgeois que des monarchies cléricales. En Tunisie et en Égypte, les masses ont réussi à jeter à bas des dictatures. Mais elles sont confrontées aux partis islamistes qui défendent la propriété privée, en s'appuyant sur l'armée et la police. Si les impérialismes russe et chinois défendent toujours le régime sanglant du Baas, les impérialismes étasunien et européens misent sur les islamistes en Syrie comme en Tunisie, en Égypte et en Libye, pour écraser la révolution sociale.

Les luttes spontanées montrent la bonne direction mais elles ne peuvent, par elles-mêmes, assurer le renversement du capitalisme et ouvrir la perspective du socialisme mondial. Cela exige des partis vraiment communistes, internationalistes, unis au sein d'une internationale ouvrière révolutionnaire. De tels partis seront basés sur le programme de l'indépendance de la classe ouvrière par rapport aux autres classes de la société, de la lutte contre la classe capitaliste et de l'alliance avec la paysannerie et la jeunesse en formation.

Prolétaires de tous les pays, unissez vous pour les conseils ouvriers et populaires, pour des gouvernements ouvriers basés sur les conseils, pour la révolution socialiste, pour la destruction des États bourgeois, pour l'expropriation des groupes capitalistes et des grands propriétaires fonciers !

1<sup>er</sup> mai 2013

Bureau international  
du Collectif révolution permanente

## Italie : un pitre et un cheval de retour au centre du jeu parlementaire

Les élections des 24 et 25 février pour la Chambre des députés et le Sénat ont été provoquées par la démission de Mario Monti le 9 décembre 2012, après que les parlementaires du Parti du peuple pour la liberté (Pdl) eurent décidé de boycotter le vote de confiance à son gouvernement et de s'abstenir à la Chambre sur le vote du budget 2013 qui devait intervenir à la fin de l'année. En conséquence, le Parlement fut dissous le 22 après avoir, toutefois, adopté le budget. Les élections n'ont pas donné de majorité.

### Un capitalisme en dépression

Dixième puissance économique mondiale et troisième de la zone euro, l'Italie représente 12 % de la population de l'UE et de sa richesse. Mais elle a sombré à son tour dans la dépression économique qui frappe d'autres États de l'Europe du Sud (Grèce, Portugal, Espagne).

Avec l'euro, l'État italien ne peut recourir à l'inflation et aux dévaluations de la lire, deux ruses des économies moins performantes. Le capitalisme italien a subi de plein fouet la crise mondiale (le PIB a reculé de -1,2% dès 2008 et de -5,5 % en 2009). Après un léger redémarrage de l'activité en 2010 (+1,1 %), le pays est entré de nouveau en récession à la fin de l'année 2011. Elle s'est prolongée en 2012 (le PIB a baissé de -2,7 %).

Il en découle un taux de chômage de 10,7 % de la population active (34 % chez les jeunes). Un million de travailleurs ont été licenciés en 2012, soit 13,9 % de plus qu'en 2011. L'économie souterraine se généralise. Elle est évaluée entre 250 et 270 milliards d'euros, soit 16 à 17,5 % du PIB. L'évasion fiscale est estimée entre 120 et 170 milliards d'euros. L'État subit la hausse des taux d'intérêt pour financer son déficit.

L'évasion fiscale qui abaisse les ressources de l'État et la hausse du taux d'intérêt contribuent à la montée de la dette souveraine qui atteint aujourd'hui 1 980 milliards d'euros soit 126,4 % du produit intérieur brut. En témoigne la dégradation des emprunts de l'État par les principales agences de notation.

### L'offensive forcenée contre les masses du gouvernement « technique » de Monti

Monti, un ancien de Goldman Sachs, devient président du conseil le 16 novembre 2011, sans qu'il y ait d'élections. Il forme un gouvernement dit « technique » parce que constitué uniquement de membres de l'état-major, de hauts fonctionnaires et de banquiers. Le 17, il obtient la confiance du Sénat (avec 91,8 % des voix sauf 25 sénateurs de la Ligue du Nord) et le 18, celle de la chambre (moins les 59 députés de la Ligue du Nord et 2 du Peuple de la liberté).

Dès décembre, le gouvernement accouche du décret *Salva Italia* (Sauver l'Italie), un plan d'austérité chiffré à 63 milliards d'euros sur 3 ans qui attaque les retraites, en portant à 42 ans le nombre d'annuités à effectuer pour obtenir une pension pleine et repoussant l'âge de départ à 66 ans. En outre, le montant de la pension est désormais calculé sur l'ensemble de la carrière et non sur les derniers salaires.

Par ailleurs, le gouvernement Monti dérègle les horaires d'ouverture des commerces. Il réduit les impôts sur les entreprises.

La deuxième étape est la « réforme du marché du travail » et l'abolition de l'article 18. Le statut des travailleurs (*Statuto dei lavoratori*) adopté en 1970 comme résultat de la crise révolutionnaire de 1969 que les bureaucraties syndicales et le PCI avait réussi à contenir, limitait en son article 18 le droit de licencier des entreprises de plus de 15 salariés. En janvier 2012, la ministre du Travail Elsa Fornero consulte les « partenaires sociaux ». Il en sort une « riforma del mercato del lavoro » votée en juin qui modifie le droit du travail en facilitant le recours aux contrats à durée déterminée et au travail temporaire. Ce plan comporte une réduction de l'ordre de 50 % des cotisations sociales patronales en cas d'embauche de seniors au chômage de longue durée ou de femmes au chômage depuis plus de 6 mois. Elle instaure une forme de « rupture conventionnelle » qui permet de se séparer d'un salarié en lui versant des indemnités.

En juin 2012 toujours, Monti privatise pour 30 milliards d'euros d'actifs publics.

En juillet, un nouveau train de réduction des dépenses publiques réduit le nombre de lits d'hôpital et diminue le nombre de fonctionnaires de 10 %. La baisse des effectifs, qui doit s'effectuer par la mise en retraite anticipée et en chômage technique pendant deux ans, pourrait toucher entre 100 et 300 000 travailleurs.

En novembre, un nouveau pacte de productivité est signé entre les « partenaires sociaux », à l'exception de la CGIL. Il lie une partie des salaires aux performances des entreprises. Les accords d'entreprise (« *contrattazione* ») se substitueront aux conventions collectives pour régir, « de manière prioritaire », les questions relatives à l'organisation du travail, sa « distribution flexible » et les horaires.

En décembre, le budget pour 2013 décide 10 milliards d'économies, avec la diminution des dotations aux collectivités locales (1 milliard d'euros) et à la santé (1,5 milliard) ainsi qu'un plafonnement du budget des universités.

## Les élections témoignent de la désorientation de la classe ouvrière

Les électeurs se sont davantage abstenus, de l'ordre de +5 % pour ce qui est des législatives, soit 2,6 millions de votants en moins qu'en 2008. Les abstentions s'élèvent à 11,6 millions de voix et représentent 24,81 % des inscrits (nettement plus que la coalition arrivée en tête). Ce chiffre doit être augmenté des votes blancs et nuls soit respectivement presque 400 000 et plus de 800 000 pour totaliser 1,2 million. Encore faudrait-il ajouter le nombre de jeunes qui ne se sont pas inscrits sur les listes électorales pour avoir une idée du discrédit de tous les partis politiques. Bien évidemment la fraction étrangère du prolétariat, importante en Italie, est absente de tous ces chiffres.

Le Parti démocrate (constitué en 2007 par l'ancien parti stalinien PCI avec des débris du socialisme et de la démocratie chrétienne) s'est effondré. Il passe de 12 millions de voix à 8,6. De même, le Peuple de la liberté (PdL), le parti de Berlusconi, est passé de 13,6 millions à 7,3. Mais le grand perdant est l'ancien chef du gouvernement Mario Monti dont la coalition « Avec Monti pour l'Italie » ne totalise que 3,6 millions de voix.

Pour ce dernier, il s'agit bien évidemment du résultat des treize mois de sa gouvernance et de ses attaques contre les masses italiennes. Mais le Parti démocrate (PD) paie, lui aussi, son soutien jusqu'au bout à cette politique, alors que Berlusconi avait eu l'habileté de retirer son soutien à Monti au dernier moment.

L'élément nouveau, c'est le surgissement d'une force populiste et petite bourgeoise, celle du Mouvement 5 étoiles de l'humoriste Giuseppe Grillo créé en octobre 2009. Il a obtenu 8,7 millions de suffrages soit le plus grand nombre de voix. Il ne remporte pas le plus grand nombre de sièges de députés aux législatives car, dans ce scrutin proportionnel à un tour, une prime en sièges est attribuée à la coalition de partis majoritaire.

La coalition « Italie bien commun », c'est-à-dire la coalition qui regroupe le PD, Gauche écologie liberté (SEL, où se retrouve une fraction de l'ancien PRC, la fraction du PCI qui avait maintenu la référence au communisme quelques années) et le Centre démocrate (CD), avec seulement 10 millions de voix, se voit donc accorder un bonus en député de 54 % ce qui lui donne 340 élus au Parlement.

Cette consultation traduit la désorientation profonde des masses. Les partis ouvriers traditionnels, le Parti socialiste italien et le Parti communiste italien, le plus fort parti stalinien dans les pays capitalistes, ont littéralement disparu, victime du discrédit de leur participation aux gouvernements du Parti démocrate chrétien et de leur liquidation par leur propre appareil.

Une fois Amadeo Bordiga évincé par Staline en 1925 et Antonio Gramsci incarcéré par Mussolini en 1926, le PCI

dirigé par Togliatti tend la main aux fascistes en 1936. En 1943, le PCF assassine Pietro Tresso, fondateur du PCI qui milite dans la 4e Internationale. Face à la révolution qui éclate en 1943, le PSI et le PCI subordonnent le prolétariat à la bourgeoisie par leur participation au Comité de libération nationale en 1943 et aux gouvernements d'unité nationale de 1944 à 1947 qui désarment les travailleurs, défendent la propriété privée et reconstruisent l'État bourgeois. En 1943, Togliatti accepte la monarchie. À partir de 1962, le PSI gouverne avec la DC. En 1994, quand son dirigeant Craxi est poursuivi pour corruption, il se dissout. Dès 1976, le PCI collabore avec le parti bourgeois clérical DC. En 1991, le PCI se renomme Parti de la gauche démocratique (PDS) et abandonne le logo avec la faucille et le marteau.

Deux autres fractions issues de l'ancien parti stalinien, le Parti de la refondation communiste (PRC) et le Parti des communistes italiens (PdCI), ont occupé le terrain avec l'appui de tous les centristes et ont poursuivi, à plus petite échelle, les trahisons du PCI. Le PRC a été le principal organisateur de la mystification du Forum social européen. En 1996, le PRC et le PdCI ont soutenu le gouvernement bourgeois Prodi. Ils ont récidivé en 2006. Le PRC avait toutes les faveurs des pseudotrotskyistes du monde entier, les mêmes qui aujourd'hui sont fascinés par Syriza.

Les débris du PCI, le PRC maintenu et le PdCI, participent à la coalition Révolution citoyenne (sic) qui inclut des formations bourgeoises. Le seul parti issu du PRC qui se réclame de la révolution sociale, le Parti communiste des travailleurs (PCdL), n'a obtenu que 0,25% des voix (0,5 % en 2008).

Ainsi, s'explique le « succès », dans les régions « rouges », du M5E qui se présente comme une association de citoyens, prône un dépassement des clivages gauche-droite et rejette les syndicats.

## La mise en cause de la démocratie parlementaire par le Parti « démocrate »

Pendant plusieurs semaines, l'Italie s'est trouvée sans gouvernement. Selon la constitution, pour constituer un gouvernement, il faut la majorité non seulement à l'Assemblée, mais aussi au Sénat. Or, dans ce dernier, la prime à la majorité relative s'exerce circonscription par circonscription, ce qui n'a pas permis de dégager une majorité.

La réélection de Giorgio Napolitano (ex-PCI) à la présidence de la République, la mise sur pied d'un gouvernement d'Union nationale et la réintroduction du PdL de Berlusconi dans le jeu politique d'où il avait été chassé en 2011, ont débloqué la situation. Le numéro 2 du Parti démocrate (le parti bourgeois fondé par les anciens staliniens), Enrico Letta (ex-DC), a présenté, samedi 27 avril 2013, la composition de son gouverne-

ment de coalition auquel participe le Peuple de la liberté (PDL), le parti de Berlusconi, soulignant que ce « gouvernement politique » est « le seul possible » pour sortir l'Italie de l'impasse politique.

Dans la classe dominante, l'aspiration à un État fort, moins parlementaire, grandit. Le nouveau président du conseil a affirmé :

*Nous devons nous engager solennellement à faire en sorte que la consultation parlementaire des 24 et 25 février soit la dernière organisée en vertu de la loi électorale actuelle.*

Il essaie depuis d'utiliser le mécontentement manifesté aux élections pour gagner des marges de manœuvre face à la Commission européenne et au gouvernement allemand.

*Les convulsions politiques de l'Italie soulignent le besoin pour Mme Merkel d'adapter son traitement. Jusqu'à présent, c'était beaucoup d'austérité et un peu de réformes ; cela devrait être un peu d'austérité et beaucoup de réformes. (The Economist, 2 mars 2013)*

Letta s'engage dans les « réformes » : « la réduction de la pression fiscale sans endettement sera un objectif permanent de ce gouvernement dans tous les domaines », c'est-à-dire que les impôts vont encore baisser pour les patrons. Certains capitalistes, et non des moindres, tracent la voie du gouvernement du PD.

### **Le patronat contre les « rigidités du marché du travail »**

Alors que le patronat n'a cessé d'être subventionné pour faciliter la mise en chômage technique (« cassa integrazione »), une fraction, sous l'égide de Sergio Marchionne, le patron de Fiat estime que les attaques des gouvernements sont lentes et insuffisantes.

En 2010, Marchionne, organise un référendum dans l'usine Fiat de Pomigliano, près de Naples : soit les travailleurs acceptent une augmentation de 120 heures par an, une diminution des temps de pause, une révision à la baisse de leur droit de grève ; soit l'usine est délocalisée. Seule la FIOM-CGIL proteste. Une majorité de salariés plie. Fort de son succès, Marchionne décide de réitérer le même chantage à Mirafiori, l'usine historique de Fiat à Turin. Seule la FIOM-CGIL s'oppose. Une courte majorité, obtenue par le vote des cadres, vote « oui ».

*Le site pourra tourner 24 h sur 24, jusqu'à six jours par semaine. Le temps des pauses sera réduit et le nombre d'heures supplémentaires sera triplé. L'absentéisme anormal ou de grève entraînera des sanctions... Le groupe peut désormais appliquer ces règles et faire sortir l'usine et ses salariés de la convention collective de la métallurgie en Italie. Un tournant historique pour l'industrie italienne. Sans compter*

*que le principal syndicat du pays qui a refusé de signer l'accord ne sera plus représenté dans l'usine. (L'Usine nouvelle, 20 janvier 2011)*

### **Les bureaucraties syndicales, complices des régressions sociales**

En mai 2011, le carrossier Bertone (filiale de Fiat située près de Turin) organise un troisième référendum. Cette fois, les responsables FIOM-CGIL de l'usine appellent à voter oui.

Le 28 juin 2011, l'UIL, la CGIL, la CISL signent un « pacte national pour l'emploi » c'est-à-dire à un accord interprofessionnel sur les mêmes bases qu'à Fiat. Cet accord supprime les contrats nationaux existants, comprend un triplement des heures supplémentaires obligatoires, et supprime des droits élémentaires –comme le droit de faire grève indépendamment d'un syndicat, ou de sélectionner les représentants syndicaux indépendamment de la bureaucratie syndicale.

En février 2012, toutes les confédérations acceptent de discuter du plan de Prodi-Fornero. Ensuite, toutes les confédérations participent aux discussions sur le pacte de productivité. Susanna Camusso, la secrétaire générale, se prononce en sa faveur, mais la résistance monte dans la CGIL et la contraint à ne pas signer.

*Après soixante-dix jours de discussions, les organisations syndicales et patronales sont parvenues, mercredi 21 novembre, à un accord pour « la croissance de la productivité et de la compétitivité ». Désormais, des accords d'entreprise ou territoriaux pourront se substituer aux accords de branche (conventions collectives), qui régissaient jusqu'ici les relations sociales transalpines en matière d'horaires, de salaires et de définition des postes de travail. (Le Monde, 22 novembre 2012)*

### **Il est urgent de construire un parti révolutionnaire**

Il n'y a aucune solution pour la classe ouvrière et la jeunesse avec le maintien du système capitaliste dans le cadre de l'Union européenne et encore moins dans un repli national.

Il faut en finir avec l'héritage pourri du stalinisme et du togliattisme qui a empoisonné la classe ouvrière italienne pendant 80 ans et avec celui des centristes qui leur ont toujours couru après.

L'avant-garde doit construire le parti ouvrier révolutionnaire, l'internationale ouvrière révolutionnaire en s'appuyant sur l'exemple historique de l'Internationale communiste fondée par Lénine et à laquelle se dévouèrent Bordiga, Gramsci et Tresso.

## Pour renverser l'autocratie et échapper à la contre-révolution islamiste, le Maroc a besoin d'une révolution prolétarienne

*Devant le Parlement marocain, réuni jeudi à Rabat, le président a pris ses distances avec le « printemps arabe » « porteur de risques » en lui opposant un pays «*

*qui s'affirme comme un pays de stabilité et de sérénité » et « qui maîtrise son changement »... Aux yeux de Paris, le Maroc n'est pas seulement un partenaire économique de premier plan où, comme l'a rappelé M. Hollande, 56 entreprises du CAC 40 sont implantées. Il est aussi un allié stratégique dans la région... (Le Monde, 6 avril 2013)*

Malgré les prétentions de la monarchie et de tous les gouvernements impérialistes français ou américains successifs pour présenter le Maroc comme un modèle de stabilité, les contradictions économiques, sociales, politiques s'approfondissent et elles pourraient déboucher sur une explosion beaucoup plus profonde qu'en février 2011, une véritable révolution, et cela dans un avenir pas très éloigné.

Il est donc essentiel d'édifier au plus tôt un parti ouvrier révolutionnaire, indépendant de la bourgeoisie, délimité des résidus du stalinisme qui s'efforcent de subordonner la classe ouvrière, les paysans pauvres et la jeunesse à telle ou telle fraction de la classes dominante.

### Une monarchie mise en place par le mouvement nationaliste bourgeois

Comment se présentent aujourd'hui les rapports politiques entre les classes ? Comme dans beaucoup de pays du Maghreb et du Machrek sans rente pétrolière et gazière, avec cette particularité qu'au Maroc, le pouvoir politique et religieux reste concentré dans la monarchie et que la cour pille l'économie nationale comme autrefois la famille Kadhafi en Libye et le clan Ben Ali en Tunisie. Ce qui revient à dire que toute mobilisation d'envergure des masses est dans le même temps une remise en cause de cette monarchie que les nantis et les puissances impérialistes défendent becs et ongles comme principal rempart de l'ordre établi au nord-ouest de l'Afrique.

Durant et après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, le PCF et le Parti communiste du Maroc, sur ordre de la bureaucratie conservatrice de l'URSS, s'opposent à l'indépendance et donc livrent les masses au nationalisme bourgeois. Il faut ajouter le soutien en 1948 de l'URSS à la proclamation d'Israël. L'indépendance est arrachée par les masses au colonisateur français en 1956 mais sous le contrôle du Parti Istiqlal (Indépendance). Ses dirigeants, Balafrej et Ben Barka, restaurent la monarchie.

Le rétablissement du trône, la religion d'État, le maintien dans la pauvreté et l'analphabétisme de la plus gran-

de partie de la population, la prolongation de la domination française sous d'autres formes prouvent que la bourgeoisie, même sa fraction nationaliste, était déjà incapable au 20<sup>e</sup> siècle de conduire de véritables révolutions. C'est encore plus vrai 60 ans après.

L'histoire du Maroc est depuis ponctuée de plusieurs soulèvements de masses, notamment au cours des années 1960 où la monarchie, qui faillit s'effondrer, est sauvée par la politique conciliatrice de Ben Barka à la tête de l'UNFP (Union nationale des forces populaires), une scission de 1959 du Parti Istiqlal qui, sous l'influence du nassérisme parle de socialisme, mais un « socialisme » autoritaire qui ne résulte pas de la révolution prolétarienne et qui est confié à l'État bourgeois.

En 1965, Ben Barka est enlevé, torturé et assassiné à Paris sur ordre de Hassan II avec la complicité des services secrets français parce qu'il se rapproche de la Tricontinentale, une internationale de guérilla paysanne mise en place -brièvement- par le régime castriste quand il se heurta de front aux interventions américaines à Cuba même.

Puis l'UNFP donne naissance à l'USFP (S pour « socialiste »), affiliée, comme le parti de Ben Ali et bien d'autres partis nationalistes, à l'Internationale « socialiste ». En 1998, Hassan II nomme premier ministre El Youssoufi (USFP) à la fin de son règne afin de s'assurer une succession pacifique. Le Parti du progrès et du socialisme (ex-Parti communiste marocain) fournit aussi des ministres au gouvernement nommé par le monarque.

Le discrédit du principal parti ouvrier bourgeois (PPS) et des deux grands partis bourgeois « démocratiques » (PI, UNFP) ouvre la voie à la constitution de partis réactionnaires de type islamiste.

### Le mouvement des masses de février 2011 défie la monarchie

La révolution renverse les dictatures en Tunisie et en Égypte au début de 2011. La mise en cause des régimes monarchiques ou des dictatures militaro-policières s'étend rapidement dans la région, notamment à Bahreïn, en Libye, en Syrie et même au Maroc. Le 10 février, une grève dans la fonction publique mobilise sur le plan national 80 % des fonctionnaires. Le 20 février, de grandes manifestations touchent une cinquantaine de préfectures (37 000 participants selon la police, 370 000 selon les organisateurs), souvent pacifiques, parfois avec des affronte-

ments violents avec les forces de l'ordre (principalement dans le Rif).

Le Mouvement du 20 février est une sorte de front populaire qui unit des partis bourgeois (UNFP, Al Adl Ihsane au début) et des organisations ouvrières (Ila Al Amame, CMR) sur un programme bourgeois : aménagement de l'État bourgeois et même acceptation de la monarchie... Le M20F réclame « *des réformes politiques, la limitation des pouvoirs du roi, la fin des injustices et de l'affairisme, y compris au palais royal* ».

Ces illusions quant à la possibilité d'un « changement démocratique », propagées par l'ensemble des partis « institutionnels » représentés au parlement croupion instauré par la monarchie à l'Indépendance, conduit le mouvement de la jeunesse dans une impasse politique. Mohamed VI préserve l'essentiel de son pouvoir au moyen d'un référendum constitutionnel (gagné haut la main par le Palais), suivi d'élections en novembre 2011, qui portent les islamistes du Parti justice et développement (PJD, 27 % des voix) à la tête d'un gouvernement, tout aussi soumis au Palais que le Parlement.

*L'arrivée en tête du Parti de la justice et du développement, islamo-conservateur, a donné une légitimité particulière à l'ensemble de la démarche, puisque ce parti n'avait jusqu'alors été d'aucune majorité et d'aucun gouvernement.* (Jean-Noël Ferrié et Baudouin Dupret, in *Afrique du Nord, Moyen-Orient*, La Documentation française, 2012, p. 150)

### **La « monarchie constitutionnelle » et le gouvernement clérical n'ont rien résolu**

Mais la « victoire » du Palais et du PJD est toute relative. Les masses ont très vite compris que cette « monarchie constitutionnelle » n'était que poudre aux yeux, ne changeait rien sur le fond et que tout devait continuer comme par le passé, avec plus de barbus. L'ancien parti stalinien (PPS, 4,5 % des voix) fait aussi partie du gouvernement de Sa Majesté.

Le gouvernement Benkirane, comme tout gouvernement islamiste, de l'Iran au Maroc en passant par la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar, l'Irak, Gaza, l'Égypte, la Libye, la Tunisie, n'a pas d'orientation économique différente des régimes militaro-policiers « laïques » (de plus en plus cléricals eux-mêmes) de la région : défendre la propriété privée, garantir et accroître l'exploitation des salariés et des paysans.

La satisfaction des revendications essentielles (démocratiques et économiques) étant restée à l'état de promesses, la situation n'est en rien stabilisée. Les travailleurs ne cessent de manifester et de revendiquer contre l'augmentation du coût de la vie et la politique de régression sociale du gouvernement islamiste instrumentalisé par le Palais.

Les trois centrales syndicales : l'Union marocaine du travail (UMT), la Confédération démocratique du travail

(CDT) et la Fédération démocratique du travail (FDT), elles-mêmes liées par leurs bureaucraties aux partis bourgeois, ne cessent de protester contre les atteintes aux libertés. Qu'on en juge : un projet de texte de loi prévoit une peine d'emprisonnement pour quiconque porte atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. Tout aussi provocateur, le gouvernement menace d'effectuer des prélèvements sur les salaires des travailleurs grévistes.

Il semble que depuis deux ans, le centre de gravité de la mobilisation des masses se soit déplacé de la jeunesse aux travailleurs des villes et des campagnes. Rejoignant ceux des villes, les ouvriers agricoles s'organisent, la syndicalisation des travailleurs de la terre s'accompagnant des luttes de la petite paysannerie contre les expropriations, en liaison avec la résistance des travailleurs des villes moyennes aux appétits des possédants.

Comme en Égypte, la famine menace si le Maroc n'importe pas, pour 2012-2013, selon une source américaine, plus de blé qu'il ne l'a fait depuis un demi-siècle. Le coût de la vie, le logement, le chômage, la formation, la santé, les détentions arbitraires... mobilisent des masses de plus en plus larges, notamment les sans-travail (diplômés et autres) qui eux aussi s'organisent, ce qui inquiète fortement les autorités.

Le feu couve sous la braise et le pouvoir n'a plus rien à offrir, sinon la généralisation de la répression. Les prisons se remplissent d'opposants, de militants ouvriers, de jeunes...

### **Pour l'indépendance du prolétariat et l'hégémonie prolétarienne dans la lutte démocratique**

Quoique partie prenante du M20F, le Courant marxiste révolutionnaire (CMR) s'est opposé, dès le début de la lutte, au programme de la « monarchie constitutionnelle » avancée par les partis bourgeois dont les islamistes.

Alors que toute révolution, partout dans le monde, à l'époque de l'impérialisme, met en mouvement les grandes masses du prolétariat, la tâche des révolutionnaires est de préparer ces masses à la prise du pouvoir, seul moyen de conquérir les libertés démocratiques et d'ouvrir la voie au socialisme dans le cadre de la lutte internationale des travailleurs. C'est là le fondement de la stratégie de la révolution permanente. Vouloir limiter la lutte à des tâches démocratiques, c'est étrangler la révolution prolétarienne et la livrer à la bourgeoisie contre-révolutionnaire, à la répression de son État. Refuser d'avancer la perspective du renversement de la monarchie, c'est soumettre les masses à tous les avatars de la contre-révolution.

Le premier mot d'ordre que tout programme révolutionnaire se doit d'inscrire dans ce pays sur ses drapeaux, c'est : « À bas la monarchie ! ». La lutte pour la république, pour les libertés démocratiques, pour l'égalité des femmes, et des hommes, pour la laïcité totale de l'État, pour l'émancipation de la jeunesse, pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui... est inséparable de l'alliance de la classe ouvrière et des autres travailleurs, de la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Comment s'organiser, si l'on ne définit pas d'abord la nature, le programme et l'activité de l'organisation à construire ? Cela implique le rejet d'une prétendue étape démocratique remettant le socialisme à un avenir lointain, le rejet du « front uni anti-impérialiste » avec la bourgeoisie. Cela nécessite la délimitation politique la plus stricte à l'égard de tous les courants petits-bourgeois qui refusent de rompre avec la politique de la bourgeoisie, qui, au nom, tantôt de « la démocratie », tantôt de « l'anti-impérialisme » camouflent leur soumission à leur propre bourgeoisie. Le prolétariat doit avoir un parti à lui. Telle est la plus grande leçon du bolchevisme, né dans le cadre de l'Internationale ouvrière du début du 20<sup>e</sup> siècle.

*Le parti est la couche consciente et avancée de la classe, il en est l'avant-garde. La force de cette avant-garde est supérieure de 10 fois, de 100 fois et davantage à sa taille. Est-ce possible ? La force d'une centaine peut-elle dépasser la force d'un millier ? Elle le peut et elle le fait, quand cette centaine est organisée.* (Vladimir Lénine, *Comment Zassoulitch anéantit le courant liquidateur*, septembre 1913)

### **Pour un parti qui prépare la révolution socialiste au Maroc et sur toute la planète**

Ce parti doit permettre à la classe ouvrière de prendre la tête de tous les opprimés et exploités contre la monarchie.

Aucune confiance ne peut être accordée à aucune fraction de la bourgeoisie, qu'elle soit républicaine ou monarchiste, laïque ou cléricale. L'entrée du capitalisme dans sa phase impérialiste, dans sa décadence, rend la bourgeoisie encore plus incapable de diriger une lutte conséquente pour la démocratie et contre la domination impérialiste. En menant une révolution contre la monarchie, le clergé et la domination impérialiste, le prolétariat ne s'arrêtera pas aux tâches démocratiques, il s'en prendra inévitablement aux grands propriétaires fonciers (à commencer par la famille royale), aux groupes capitalistes étrangers et nationaux (dont ceux de la dynastie).

La révolution socialiste ne pourra triompher qu'en s'étendant à l'Afrique du Nord et à l'Europe du Sud.

Pour s'unir solidement, il faut se délimiter.

*Avant de nous unir, et pour nous unir, nous devons commencer par nous démarquer nettement et résolument. Sinon, notre unité ne serait qu'une fiction couvrant le désordre existant et empêchant d'y mettre*

*radicalement fin. On comprend donc que nous n'ayons pas l'intention de faire de notre organe un simple magasin d'opinions hétéroclites. Nous lui imprimons, au contraire, une orientation nettement marxiste.* (Vladimir Lénine, *Déclaration de la rédaction de l'Iskra*, septembre 1900)

Tous les « fronts » avec un parti bourgeois monarchiste ou islamiste, l'édification de partis « larges » ouvert aux petits bourgeois « pacifistes », aux « réformistes » agents de la bourgeoisie ou aux bureaucrates syndicaux corrompus aboutissent à diviser les travailleurs et à boucher la voie de la révolution prolétarienne. La subordination à la bourgeoisie prépare les défaites et empêche la réalisation des tâches démocratiques elles-mêmes.

*Ses intérêts de classe profonds portent la bourgeoisie libérale à la monarchie, aux deux Chambres, à l'ordre, à la modération, à la lutte contre les « horreurs » de la « révolution permanente »...* (Vladimir Lénine, *Nouveaux objectifs, forces nouvelles*, 8 mars 1905)

Préparer les travailleurs à la prise du pouvoir, éditer un journal pour tout le Maroc sur cette base, combattre les agents de la bourgeoisie au sein des syndicats de masse, préparer la grève générale, organiser la défense des organisations ouvrières et étudiantes contre la police, l'armée et les nervis islamistes, mettre sur pied des conseils dans les entreprises, les universités, les quartiers... telle est la voie pour rassembler tous les militants véritablement communistes et conduire les combats spontanés à la victoire sur la monarchie et la réaction islamiste.

Le but de l'organisation communiste internationaliste, aussi petite soit-elle au départ, aussi contrainte à la clandestinité soit-elle, est de construire un parti ouvrier révolutionnaire de masse et de bâtir, en même temps, l'internationale ouvrière révolutionnaire. En leur sein, doit régner la plus grande démocratie.

Ainsi, pourra se concrétiser, dans la lutte pour l'indépendance du prolétariat, pour l'unité de la classe ouvrière et pour son alliance avec les travailleurs indépendants et la jeunesse en formation.

*Le libéral appelle impossible un travail difficile pour cacher qu'il a renié ce travail. Quant au marxiste, la difficulté d'un travail fait qu'il recherche une cohésion plus étroite des meilleurs éléments afin de surmonter les difficultés.* (Vladimir Lénine, *Comment Zassoulitch anéantit le courant liquidateur*, septembre 1913)

Le Groupe marxiste internationaliste et le Collectif révolutionnaire permanent sont prêts à la discussion et à la collaboration avec les révolutionnaires marocains sur ces questions brûlantes.

23 mai 2013, Fabrice Lefrançois

## Les « journées de mai » en Bolivie : la classe ouvrière affronte Morales



La Centrale ouvrière bolivienne (COB), principale confédération syndicale de Bolivie, a appelé à la grève générale à partir du 6 mai pour obtenir une pension de retraite équivalente à 100 % du dernier salaire, 8 000 bolivianos pour les mineurs et 5 000 pour les autres secteurs.

Les « journées de mai » marquent la résurgence comme acteur indépendant de la classe ouvrière. Elles témoignent d'une lente mais importante maturation politique qui est intervenue au sein de la classe ouvrière au cours des dernières années. Pour un nombre important d'ouvriers et de fonctionnaires, il est devenu clair que le gouvernement de Morales n'était pas le leur, pas plus que le Mouvement vers le socialisme (MAS) n'était leur parti.

### Une occasion manquée, la révolution de 2003-2005

La Bolivie est un pays enclavé d'Amérique du Sud, dont la population est très majoritairement d'origine amérindienne. Les exportations se limitent à des matières premières et à de l'énergie fossile : soja et huiles végétales, gaz et pétrole, zinc et étain... L'extraction et le raffinage local du gaz et du pétrole, formellement sous le contrôle de l'entreprise publique YPFB, restent l'œuvre des grands groupes

étrangers (dont le pétrolier français Total). Même l'économie illégale est exportatrice de produits de base (les feuilles de coca), le circuit mondial de production et de distribution de la cocaïne accaparant en aval la valeur d'échange.

Comme dans nombre de pays capitalistes dominés, la domination de la bourgeoisie nationale est relativement fragile. En 2003, l'État bourgeois a été confronté à une série de mobilisations populaires et d'affrontements avec l'armée et la police : résistance à l'éradication de la culture de la coca exigée par l'État américain, émeutes contre la privatisation de la distribution de l'eau, hostilité à la domination impérialiste... allant jusqu'à l'armement de la population et la création d'une assemblée populaire, un véritable soviet, à El Alto (la gigantesque banlieue populaire de La Paz).

La crise révolutionnaire a aggravé les tensions avec les bourgeoisies voisines (la Bolivie étant privée d'accès à la mer, elle doit exporter le gaz et le pétrole par le Chili, le Brésil ou l'Argentine) et les bourgeoisies impérialistes (dont les entreprises d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest qui pillaient les ressources natu-

relles et bénéficiaient des privatisations des services publics). Les luttes de classe locales ont exacerbé les conflits récurrents au sein de la bourgeoisie nationale elle-même. La fraction orientale, majoritairement créole (descendante des colonisateurs espagnols), détentrice des régions agricoles les plus riches et des gisements de gaz, menaçait de faire sécession.

Le Parti ouvrier révolutionnaire, section bolivienne de la 4<sup>e</sup> Internationale, qui avait une certaine influence chez les mineurs et les enseignants, a été victime du front uni anti-impérialiste (bloc avec le MNR nationaliste bourgeois) adopté en 1951 par la direction internationale, puis de son tournant pro-castriste (la guérilla rurale). L'absence de parti communiste internationaliste a laissé le prolétariat sans direction révolutionnaire. La bureaucratie de la COB s'est associée durant la crise révolutionnaire de 2003-2005 au Mouvement vers le socialisme (MAS), un parti appuyé sur les syndicats de paysans pauvres et des mouvements nationalistes andins (amérindiens) dirigé par Evo Morales. Elle s'est rangée à la solution bourgeoise d'une assemblée constituante, ainsi que les courants centristes boliviens.

Or, les paysans, qui sont la base du MAS, ne peuvent dégarer de perspective pour la société, seules en sont capables la bourgeoisie et le prolétariat. Le MAS est passé sous le contrôle de la fraction occidentale de la bourgeoisie et a sorti, temporairement, le capitalisme bolivien d'un mauvais pas.

### Le MAS et Morales, chargés de consolider l'État bourgeois

Une fois élu président, le premier président andin édicte une loi de « nationalisation des hydrocarbures » qui est

en fait un réaménagement des contrats avec 26 groupes impérialistes (et non leur expropriation). Il coopte au gouvernement des dirigeants des associations de El Alto et de la COB. Il est conforté par une majorité du MAS aux élections à l'Assemblée constituante en juillet 2005. Par referendum, les électeurs repoussent le projet d'autonomie des provinces. Morales, pour desserrer l'étreinte des impérialismes occidentaux, renforce les liens avec le Venezuela du colonel Chavez, le Pérou d'Alan Garcia, le Brésil de Lula et l'Iran des ayatollahs.

Le gouvernement Morales bénéficie d'une conjoncture économique favorable, malgré la crise capitaliste mondiale de 2009. La bourgeoisie nationale récupère une partie de la rente des minerais et de l'énergie, ce qui est facilité par l'augmentation de la demande mondiale.

En France, il s'attire l'enthousiasme du PCF, du PdG, de la LCR-NPA et du PT-POI... qui sont toujours prêts à lutter contre la concurrence américaine et jamais contre leur propre impérialisme.

### Le MAS à l'épreuve du pouvoir

Cependant, les illusions envers le parti nationaliste et le président amérindien sont progressivement ébranlées.

En 2010, les mineurs du département de Potosi font grève. Fin 2012, l'augmentation de 80 % du prix du combustible provoque une explosion populaire et Morales doit annuler cette mesure en catastrophe. Dans la même veine, le gouvernement est confronté aux populations habitant le Territoire indigène du Parc national Isiboro Sécure, dans lequel il veut construire une route stratégique. Il réprime leur marche vers La Paz. A la suite, trois députés quittent le MAS et une partie des indigénistes et des écologistes rompent avec le gouvernement. De 2011 à 2013, des grèves sectorielles se déroulent pour des augmentations salariales, notamment dans la santé publique. La COB retire son soutien à Morales.

### Deux semaines de grève générale

En mai, répondant à l'appel de la COB, les mines et d'autres entreprises ont cessé de produire, entraînant des pertes considérables pour l'économie capitaliste. De nombreux barrages routiers ont interdit la circulation des marchandises et des personnes sur l'ensemble du territoire bolivien. Dans les rues de La Paz, de nombreuses et puissantes manifestations de mineurs ont rythmé le quotidien des habitants de la capitale. La majorité des 45 000 mineurs de la mine d'étain de Huanuni, dans la région d'Oruro (centre-ouest), ont constitué le fer de lance de la grève générale. La plus importante mine du pays et d'Amérique du Sud n'a pas pu fonctionner durant deux semaines. Les autorités boliviennes avaient averti que Huanuni était « au



bord de l'effondrement », avec des pertes quotidiennes de près de 400 000 euros pour le pays, selon le ministère des Mines.

### Morales, briseur de grève

Certains posaient Morales comme un modèle en matière de retraites.

*Le président Evo Morales vient d'en faire la déclaration officielle : l'État plurinational de Bolivie va réformer le régime des retraites. Et, contrairement à ce qu'on nous vend sous le même nom en ce moment en France et dans toute l'Union européenne, c'est d'une vraie « réforme » qu'il s'agit...*

*Le Parti de Gauche soutient de façon inconditionnelle cette réforme et invite les gouvernements européens à en prendre de la graine ! (PdG, Retraites : la Bolivie donne l'exemple ! 28 novembre 2010)*

L'action massive et indépendante de secteurs significatifs de la classe ouvrière a mis en grande difficulté le gouvernement bourgeois d'Evo Morales et de Garcia Linera.

Pour en finir avec la grève générale, Morales a tenté dès le départ de criminaliser l'action de la COB et des grévistes. Ainsi, Morales a souhaité par tous les moyens possibles interdire le droit de grève, ce qu'il a finalement fait par décret présidentiel le vendredi 17 mai 2013, sous le prétexte que la COB voulait fomenter un coup d'État. Il en a profité pour appeler ses partisans à « *défendre la démocratie et le processus de changement* », affirmant qu'il était vain d'espérer plus de concessions « *sur les retraites et les salaires* ».

Son gouvernement a aussi procédé à l'arrestation de plus de 400 travailleurs dans les différentes régions du pays, y compris celle de Vladimir Rodriguez, le secrétaire exécutif de la COB d'Oruro. A La Paz, les forces de l'ordre ont tenté de réprimer violemment les manifestations quotidiennes des mineurs, mais sans grands résultats sur la mobilisation. Le gouvernement a aussi mené une importante campagne de diffamation contre l'ensemble des dirigeants ouvriers, les accusant tour à tour de fomenter une tentative de coup d'État, de déstabiliser le pays au profit de l'impérialisme étasunien, de saboter l'économie nationale, de collusion avec les grands propriétaires.

Le gouvernement a mobilisé son parti politique et les organisations paysannes et indigènes qui y sont encore affiliées, pour casser la grève générale en tentant de monter des contre-manifestations. Le 10 mai, Morales déclare : « *Si la COB devient un parti politique, il faudra la traiter comme l'opposition* ». Une première manifestation contre la grève a lieu à Potosi, le 16 mai. D'autres sont appelés à converger vers La Paz, le 23.

### La capitulation de la direction de la COB

La lutte a été contenue par l'appareil réformiste de la COB sur un terrain purement économique. Il a refusé d'appeler à l'auto-organisation et à l'autodéfense. La COB n'a pas appelé l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes à se solidariser avec les mineurs et défaire le gouvernement bourgeois. Elle n'a pas osé dresser une alternative politique en termes d'organes soviétiques, centralisés en assemblée nationale ouvrière et populaire, de gouvernement ouvrier et paysan. Elle a refusé d'appeler à l'armement des grévistes contre la police et les menaces du MAS.

Dès lors, la menace à peine voilée d'un affrontement à La Paz le 23 mai après l'appel du gouvernement Morales à contre-manifester permet au pouvoir de faire fléchir la direction réformiste de la COB qui, dans la nuit du 21 au 22 mai signe un accord. Celui-ci prévoit une augmentation du montant des retraites -calculée sur la base de 70 % du salaire perçu au cours des 24 derniers mois - ainsi qu'une baisse de la durée de cotisation de 35 à 30 ans. À la suite de cette signature et à l'issue d'une assemblée générale mouvementée, le principal dirigeant de l'organisation syndicale, Juan Carlos Trujillo, demande à ses adhérents et à l'ensemble des grévistes de reprendre le travail. Comme toutes les bureaucraties syndicales du monde quand elles arrêtent une grève, la direction déclare que la mobilisation continue... Cette décision est sévèrement critiquée par d'importants secteurs en lutte tels que celui des enseignants ou des fédérations urbaines. D'autres secteurs, tels ceux des mines et de la santé la dénoncent en estimant à juste titre qu'elle trahit leurs revendications.

### La nécessité du parti révolutionnaire prolétarien

En l'absence de parti ouvrier révolutionnaire, le prolétariat bolivien s'était subordonné à la petite bourgeoisie rurale qui elle-même s'est fait duper par la grande bourgeoisie citadine. Mais les illusions des masses envers le parti gouvernemental MAS et le gouvernement bourgeois de Morales ont été sérieusement écornées par la grève générale.

Les besoins du prolétariat s'opposent de front aux intérêts du capitalisme, même « andin ». La grève générale évoque irrésistiblement à tous les partis bourgeois et à tous les démagogues nationalistes le spectre de la révolution sociale, du communisme.

Pour débarrasser la COB de sa bureaucratie capitularde, assurer l'indépendance du prolétariat, rallier les autres travailleurs des villes et des campagnes, prendre le pouvoir avec eux, ouvrir la perspective des États-Unis socialistes de l'Amérique latine, il faut bâtir le parti révolutionnaire sur un programme marxiste.

29 mai 2013, Luc Madou

## Bas les pattes devant nos retraites ! Dirigeants syndicaux, boycottez la « conférence sociale » !

Après avoir fait adopter à l'Assemblée une loi de flexibilité des salaires, du temps de travail et de l'emploi (ANI), le gouvernement Hollande-Ayrault envisage de poursuivre son offensive contre la valeur de la force de travail en s'en prenant aux retraités. Ils ont subi de nombreux coups de la part du RPR-UMP et de l'UDF-MoDem (1993, 2003, 2007, 2010), jamais abolis par le PS et le PCF : augmentation de la durée de cotisation, prise en compte de 25 années pour calculer les pensions, indexation sur les prix au lieu des salaires, recul de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans...

### Une attaque préalable contre les régimes complémentaires

Les retraites complémentaires ont été un galop d'essai. Sous les applaudissements de Cahuzac et de Sapin, les directions syndicales CFDT, FO et CFTC ont répondu favorablement à une demande du patronat en acceptant une baisse du pouvoir d'achat des pensions versées par les régimes de retraites complémentaires (de 1 % par an pour l'Arcco). Comme d'habitude, le prétexte est de sauver les régimes : « nous avons eu des signes positifs pour la pérennité des régimes » (Philippe Pihet, FO, *L'Humanité*, 14 mars).

### Le gouvernement aux ordres du Medef

Pour ce qui est du régime général, Laurence Parisot, patronne du Medef, donne le la : « On ne va pas pouvoir retarder la question de la grande réforme du régime général des retraites... il n'y a pas d'autre solution que d'allonger la durée de cotisation à 45 ans et de repousser l'âge légal à 65 ans » (*Les Échos*, 6 février). La « gauche » du Parti socialiste lui emboîte le pas : « Je vois des gens qui auront passé plus de temps en retraite que dans la vie active. C'est une situation qui ne peut pas perdurer » (Emmanuelli, *Le Figaro*, 27 février). Le gouvernement a donc l'intention de s'en prendre encore une fois au régime de retraites, sans doute en augmentant la durée de cotisation de 41,5 à 44 ans, en désindexant le niveau des pensions par rapport aux prix, en augmentant la CSG de 6,6 % à 7,5 %, en supprimant la majoration pour famille nombreuse (8,1 millions de bénéficiaires).

Le prétexte de « sauver notre système par répartition » repris tel quel de Chirac et de Sarkozy (Ayrault, *Libération*, 29 mai) pour diminuer le niveau des pensions favorise les banques contre un système de répartition qui repose sur la solidarité intergénérationnelle.

### Les retraites sont un enjeu de la lutte de classes

La question des retraites ne se pose pas en termes de rapport entre le nombre d'actifs cotisants et le nombre de retraités, mais entre capitalistes et travailleurs salariés. Le déficit du régime des retraites s'explique d'abord par des dizaines de milliards d'euros d'exonérations de cotisations patronales, par le chômage de mas-

se et par la stagnation des salaires. La retraite est un aspect du partage entre les deux classes sociales fondamentales, la classe ouvrière et la classe capitaliste, du produit social. Les pensions de retraite, les allocations chômage, les remboursements de soins, les indemnités maladie... font partie du salaire total, sont sa composante socialisée.

L'espérance de vie sans incapacité était en 2010 de 61,9 ans pour les hommes et 63,5 ans pour les femmes. Que les travailleurs puissent bénéficier des gains de productivité en travaillant moins longtemps est intolérable pour les capitalistes et les gouvernements à leur service, surtout en temps de crise capitaliste. Baisser les pensions est une des manières de diminuer la part des richesses sociales qui va aux travailleurs. Cette offensive réactionnaire s'accompagne toujours de l'intensification du travail et parfois de la baisse du salaire direct (celui qui est versé à ceux qui travaillent).

### La collaboration de classe facilite l'attaque contre le salaire différé

C'est avec la collaboration des directions syndicales que cette offensive est lancée. Celles-ci participent au Conseil d'orientation des retraites qui, fin janvier, publiait un rapport pour justifier une nouvelle offensive. Le 13 mai dernier, les directions syndicales se sont toutes rendues à l'invitation du Premier ministre pour « traiter les problèmes avec la méthode du dialogue social » (*Le Monde*, 13 mai). Les bureaucraties à la tête des confédérations se préparent à cautionner la « conférence sociale » des 20 et 21 juin, un an après et sur le même mode que celle qui a permis l'accord de flexibilité. De manière complémentaire, elles se préparent à empêcher la grève générale qui peut vaincre le gouvernement et le patronat par d'impuissantes « journées d'action » à répétition.

Les exigences du capital sont sans fin. Il est temps d'y mettre un coup d'arrêt. Il est temps d'emporter une victoire dans la lutte des classes. La classe ouvrière en est capable. Les travailleurs doivent s'organiser, au sein des syndicats et au-delà, pour empêcher la participation des directions syndicales à la nouvelle offensive contre les retraites, pour préparer la grève générale et arracher le retour aux 37,5 annuités et au droit au départ à 60 ans à taux plein pour tous par augmentation des cotisations patronales.

Partis qui vous réclamez des travailleurs, rejetez toute attaque contre les retraites !

Dirigeants syndicaux, boycottez la conférence sociale ! Quittez le Conseil d'orientation des retraites ! Aucune discussion des attaques contre les pensions ! Rompez avec la politique des journées d'action à répétition ! Annoncez à tous les travailleurs qu'il faut préparer la grève générale contre le gouvernement !

2 juin 2013